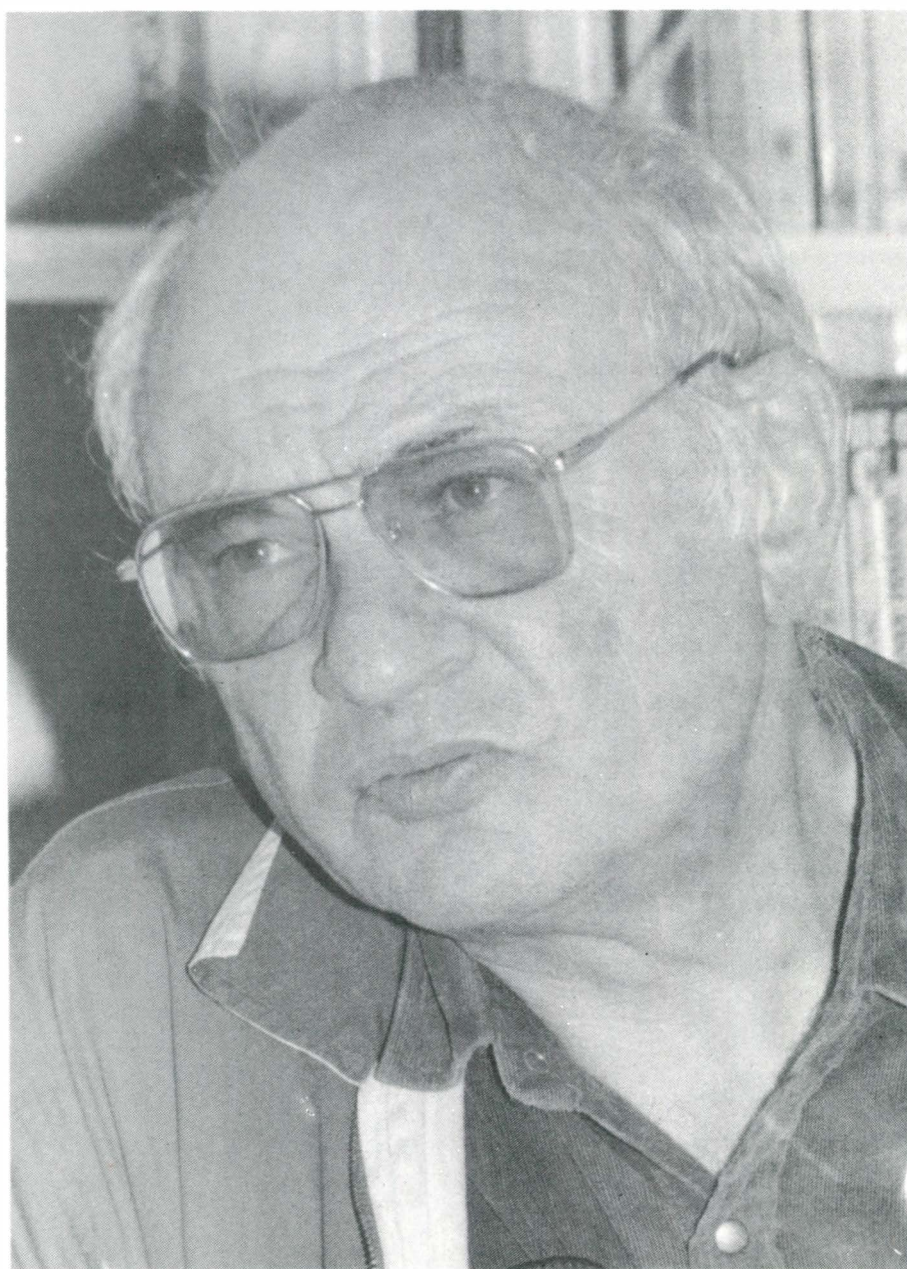


Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté



Cité N° 8 — Juin - Juillet - Août 1984 — 15 F

Edgar Morin

Cité

Revue de la Nouvelle Citoyenneté

CITÉ. Le titre de notre revue dit bien qu'elle invite ses lecteurs à se poser les questions qui touchent au présent et à l'avenir de notre pays.

Il exprime aussi le souci commun de ses rédacteurs, qui est de proposer une réflexion d'ensemble, par delà les camps idéologiques et politiques, par delà les corporatismes et les égoïsmes partisans qui prétendent imposer leurs vues partielles et partiales à l'ensemble de la communauté.

CITÉ sera donc une revue de libre recherche sur la politique, l'économie, la culture dans la société d'aujourd'hui, ébranlée par ses divisions, menacée dans son existence par un impérialisme multiforme, étouffée par la logique froide du capitalisme et de la bureaucratie.

Elle sera aussi le résultat d'un effort collectif. Proche des Clubs pour la NOUVELLE CITOYENNETÉ, lancés en mai 1982 par la Nouvelle Action Royaliste, elle publiera les travaux de ces clubs, qui s'efforcent de poser les conditions d'une reconquête de leurs pouvoirs par les citoyens, de fixer les étapes possibles d'une telle transformation en profondeur vers une société où chacun aurait la plus grande liberté possible de gestion de ses propres affaires.

CITÉ sera aussi une revue de libre débat, ouverte aux représentants de toutes les familles intellectuelles de notre pays, de toutes ses réalités politique, dans la mesure où elles recherchent comme nous les conditions du changement social.

Libre recherche, réflexion collective, débat ouvert en permanence, ce sont les trois paris que CITÉ entend gagner, avec le concours de ses lecteurs.

CITÉ - revue trimestrielle d'expression politique - Rédacteur en chef : Ph. Cailleux - Directeur de la publication : Y. Aumont - Comité de rédaction : F. Aimard - Ph. Barthelet - J. Betbèze - S. Fernoy - A. Flamand - M. Henra - R. Le Braz - G. Leclerc - E. Mousset - B. Renouvin - G. Sartoris - A. Solari - B. Warusfel. Imprimé par nos soins.

ABONNEMENTS - Pour 5 numéros : Normal : 60 F - Soutien : 100 F - Fondateur : 500 F, à l'ordre de «CITÉ» CCP 23 982 63 N Paris - 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris.

Numéro de commission paritaire : 64853

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à CITE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

règlement à l'ordre de CITE, CCP 23 982 63 N Paris

NOM :

Prénom :

Adresse :

.....
.....
.....
.....

souscrit un abonnement,

/ / normal : 60 F

/ / soutien : 100 F

/ / fondateur : 500 F

ci-joint règlement par - chèque bancaire - C.C.P.

(l'abonnement donne droit à 5 numéros de la revue)

pour tout changement d'adresse,
joindre 6 F en timbres poste



EDITORIAL

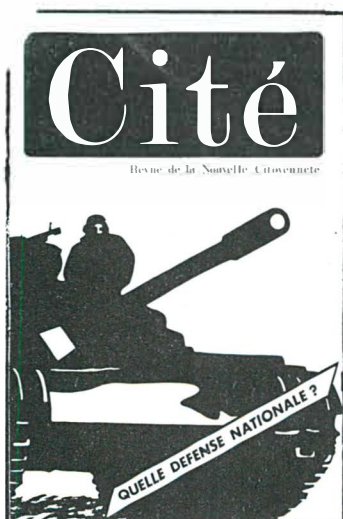
La crise : une évidence pour tous, une fatalité trop souvent. Pourtant l'étymologie nous interpelle et nous renvoie au jugement, à la décision. Appliqué à un malade, le terme désigne, selon l'âge du dictionnaire, un changement ordinairement de bon augure ou bien au contraire une aggravation brusque. «Changement en bien ou en mal», comment mieux rappeler que la crise peut déboucher sur le chaos mais aussi offrir la possibilité d'une renaissance ?

Crise économique d'abord, elle est chaque jour plus visible et l'accroissement brutal de la pauvreté en est une des conséquences sociales les plus graves au sein d'une société qui s'imaginait un peu trop vite l'avoir évacuée. Crise de la pensée ensuite, qui voit l'effondrement de l'idéologie qui a dominé ces dernières décennies. La mort du marxisme se complète d'une remise en cause de la Révolution française soupçonnée d'avoir engendré le totalitarisme moderne. Les perspectives manquent : Edgar Morin nous rappelle que nous vivons une époque «de très basses eaux mythologiques» que Gilles Lipovetsky qualifie d'«ère du vide». Seule valeur «à tenir» : l'individu à la recherche de son accomplissement.

Mais, paradoxalement, l'individualisme exacerbé de nos sociétés, en promouvant l'individu, détruit les solidarités, le souci collectif, la notion de communauté. Narcisse contemple Narcisse. Faute d'avoir su penser le lien social, les sociétés modernes individualistes éclatent, s'atomisent. Esprit de guerre civile, racisme et xénophobie : ces vieux démons réapparaissent toujours lorsqu'il s'agit de «réactiver» le sentiment communautaire.

L'expulsion ressoude mais demande bien vite de nouveaux ennemis. Plus que jamais, il nous faut dénoncer les fausses solutions et poser les véritables questions au-delà des passions du moment : comment concilier l'individualisme moderne, mouvement constitutif de nos sociétés et le souci de la collectivité, le sens de l'accueil et de la solidarité ?

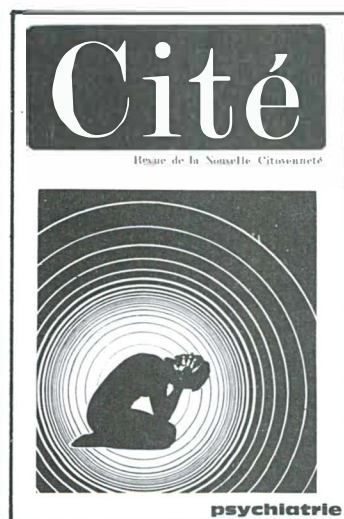
Philippe CAILLEUX



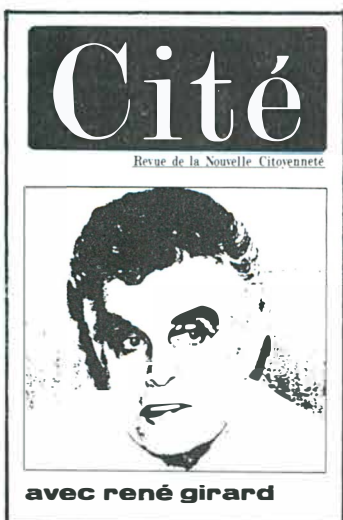
Numéro 1 : 15 F



Numéro 2 : 15 F



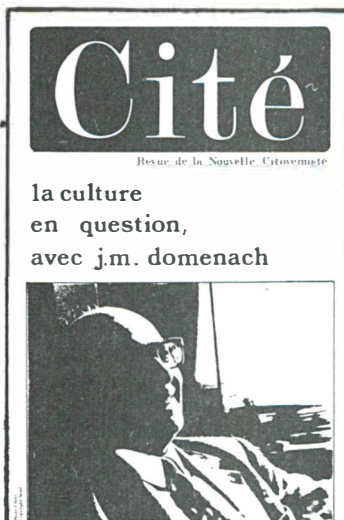
Numéro 3 : 15 F



Numéro 4 : 15 F



Numéro 5 : 15 F



Numéro 6-7 : 20 F

BON DE COMMANDE A RETOURNER A «CITÉ»
 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris

Nom/Prénom :

Adresse :

.....

commande les numéros suivants de «Cité» :

et verse la somme correspondante à l'ordre de «Cité»

CCP 23 982 63 N Paris

ENTRETIEN AVEC EDGAR MORIN

Bertrand Renouvin : Dans votre préface à «L'Esprit du temps», vous dites qu'«une transformation de l'infrastructure culturelle de notre société s'amorce dans les années soixante, prend un aspect éruptif de 1965 à 1970 et se poursuit actuellement.» Comment se poursuit cette transformation ?

Edgar Morin : Il faut d'abord dire ce qu'est cette transformation et quel est mon point de départ. J'ai d'abord essayé de concevoir la mythologie des *média* - notamment celle du cinéma - comme exprimant quelque chose d'assez profond dans notre société. A l'époque où je commençais mon analyse, tout un aspect de cette société se manifestait par le «happy end» des films, où le héros trouvait le bonheur. Cette fin euphorique exprimait le mythe de l'individualisme vainqueur, puisqu'on ne montrait pas le côté atomisé de cet individualisme, mais son aspect auto-réalisant. L'autre aspect des *media* - la violence, le *western*, etc. - faisait dériver dans l'imaginaire tout un aspect aventureux qui ne pouvait pas être vécu dans la vie bureaucratisée. Je pense donc qu'il y avait, jusque dans les années soixante, une sorte de prégnance de la mythologie du bonheur qui se réalise envers et contre tout. Cela ne se manifestait pas seulement au cinéma : la presse féminine conseillait aux femmes d'être belles, de séduire leur mari, de lui faire des petits plats. En fait, on donnait toujours le moyen de résoudre les problèmes. Dans l'inconscient de cette mythologie, tout pouvait toujours être résolu.

Puis il y a eu l'auto-destruction de cette mythologie, elle-même liée à un surgissement des aspects de crise de l'individualisme. J'avais vu un symptôme de cette auto-destruction dans un film de Martin Ritt («No down Payment») qui décrit une «colline du bonheur» de Californie où l'on vend des maisons clés en main en fournissant même les amis. Or les gens qui y vivent ne sont pas heureux. Et l'on se rend compte dans ce film que l'argent ne fait pas le bonheur - ce qui fait partie de la sagesse des nations - et que ni la technique ni le confort ne le procurent non plus, ce qui va être la morale de la révolution contre-culturelle des années 1965-1970 en Californie. Ce vide était vécu comme un mal individuel qui devait être soigné par des tranquillisants ou par la psychanalyse. Puis une transformation intervient qui, dans le courant juvénile des années soixante, va manifester une rupture très brutale. Cette rupture ne va pas seulement correspondre à la transition de l'adolescence, mais va refléter un changement à l'intérieur de notre civilisation.

Ph. Cailleux : Que s'est-il passé ? Et quand ?

Edgar Morin : On ne sait jamais quand on franchit les seuils culturels, on ne les voit que bien plus tard. Un seuil, c'est un moment où, dans un processus, les sous-produits deviennent les produits principaux - ou l'inverse. Par exemple, le produit principal de l'industrie est le bien-être, puis ce sont les sous-produits (pollution, nuisances) qui deviennent principaux. De même, la ville est d'abord perçue comme un facteur de libération, («ville lumière»), puis comme une agglomération tentaculaire. C'est ainsi que, dans les années soixante, apparaissent le néo-archaïsme, le néo-naturalisme, le néo-ruralisme qui n'avaient pas encore pris forme écologique. Cela signifiait que nous commençons à faire comme les Esquimaux étudiés par Mauss, qui avaient une religion d'hiver et une autre d'été. Chez nous, dans les couches aisées, puis dans les classes moyennes et dans les classes populaires, est apparue progressivement l'habitude d'une double vie : celle du travail, donc de la chronométrie, de l'argent, etc., et celle du loisir, de la dépense, de l'autonomie. Ainsi, le Club Méditerranée avait génialement compris qu'il fallait inverser la vie quotidienne, en recréant une société de vacances, sans argent, sans différenciation sociale, sans hiérarchie, avec ce mélange de communauté et de liberté qui est le rêve de l'Occident depuis le 19ème siècle.

Finalement quelle est la transformation que va manifester cette culture de masse ? Alors que, jusque dans les années soixante, la culture de masse fabrique une mythologie de l'euphorie, cette culture va, après 1968, affronter la problématisation de tous les domaines de l'existence. Ainsi la presse féminine, traite désormais de la vieillesse, du départ des enfants, de la séparation, de la solitude. De même le cinéma : beaucoup de films se terminent de façon évasive ou tragique.

C'est à partir de telles données que l'on peut diagnostiquer la crise de l'individualisme qui ressent le drame de l'atomisation. A tous les niveaux, les anciennes solidarités se désintègrent. Alors qu'autrefois trois générations vivaient sous le même toit - comme aujourd'hui en U.R.S.S. où les enfants élevés par la *babouchka* sont immergés dans l'ancienne culture - cette forme familiale éclate. Dans la rue, on ne vient plus à l'aide de celui qui a un malaise, alors que dans l'ancienne civilisation il y avait un impératif moral de solidarité envers le proche. Maintenant, on demande à l'Etat d'assumer des fonctions de solidarité, et il les assume mal... Nous sommes donc entrés dans une crise de culture dont les événe-

ENTRETIEN AVEC EDGAR MORIN

ments de mai 1968 ont été une manifestation éruptive. Du reste, beaucoup de phénomènes qui sont apparus après mai 1968 mais qui en sont les conséquences (le féminisme, l'écologie) ont eu deux ondes de choc : l'une éruptive, violente et sectaire, l'autre élargie, ordonnée, réformatrice, et qui a marqué toute la société.

Philippe Cailleux : Cette transformation affecte aussi les intellectuels...

Edgar Morin : En effet. Voilà une société qui se sentait sûre d'elle-même, et pas seulement à travers son cinéma. Les sociologues officiels cultivaient le mythe de la société industrielle. Pour eux, cette société se développait de façon irréversible et son processus résolvait des problèmes fondamentaux que l'humanité avait connus ou qu'elle connaissait encore dans les pays non-développés industriellement (la faim, l'inégalité) tandis que les sociétés américaine et soviétique étaient appelées à se rapprocher par la socialisation de l'une et par la libéralisation de l'autre. C'était presque un mythe de la fin de l'histoire ! On avait l'impression que l'humanité avait produit sa forme ultime de société, que celle-ci fonctionnait, et qu'elle était assez maîtresse d'elle-même pour juguler ses crises.

Or l'avertissement de mai 1968 montre que le sol est miné. D'où l'inquiétude, et la débandade de la philosophie de la société industrielle lorsque survient la crise économique. Il est intéressant de souligner que cette crise culturelle apparaît en pleine prospérité économique et se nourrit même de cette prospérité puisque les communautés marginales aux Etats-Unis vivaient du *welfare state*. Quant à la crise économique, on se rend compte qu'elle tient à la fois à l'état critique de la planète, à des déséquilibres monétaires, et à des facteurs de transformation interne de la structure économique (automation, robotique, informatique, etc.) Cette crise économique masque la crise culturelle qui l'a précédée, et dans certains cas refoule efficacement des facteurs de crise culturelle. Par exemple, un jeune qui faisait un travail abrutissant en usine aspirait à aller vivre à la campagne dans une communauté. Aujourd'hui, pour le même besoin de dignité, il s'agit pour lui de trouver d'abord du travail. Cependant, le fond de la crise culturelle demeure : nous sommes dans une société qui ne sait plus très bien ce qu'elle est, où elle va, qui ne maîtrise ni par la connaissance ni par la pratique ses problèmes fondamentaux et qui essaie de vivre au jour le jour.

LE DÉBAT DES IDÉES

Dans cette crise, le chaos planétaire est l'horizon omni-présent et omni-déterminant. Chaque fois qu'il y a une tentative de solution quelque part, ce chaos général vient tout remettre en question. Donc, un problème local, national, voire continental, ne peut espérer avoir de solution en lui-même. Et une des grâces dont bénéficie l'ère Mitterrand, c'est la conscience désormais bien enracinée chez ses partisans comme chez ses adversaires que la France ne peut résoudre d'elle-même une crise économique qui est mondiale.

Bertrand Renouvin : Il semble que, depuis le développement de cette crise économique, la société n'a plus de perspective sur le plan politique. Dès lors, peut-on parler d'une crise de l'individualisme, puisque celui-ci se présente comme la seule issue ? On voit par exemple cela au cinéma, dans un film comme «Viens chez moi, j'habite chez une copine» : la génération de la crise se débrouille de façon sympathique, sans aucune référence politique. Les grandes idéologies, les grands mouvements de contestation se sont effondrés...

Edgar Morin : Oui, là aussi, il y a un facteur lié qui est très important : nous sommes dans une époque de très basses eaux mythologiques. Pourquoi ? Nous avons connu dans notre siècle deux mythologies très virulentes, la national-socialiste et la socialiste-nationale incarnée par le stalinisme et ses formes dérivées. La première mythologie a été frappée irrémédiablement par la défaite militaire et, depuis, le néo-nazisme n'a jamais atteint le seuil critique. Un Le Pen aujourd'hui sait travailler le motif négatif (le bouc émissaire) mais est incapable d'avoir le mythe du salut collectif... D'autre part, dans les années soixante-dix, il y a eu auto-destruction du salut communiste : le rapport Krouchtchev marque le début de l'auto-destruction du mythe soviétique que Soljénitsyne achève; le mythe chinois s'auto-détruit avec l'affaire Lin Piao et avec l'affaire de la «Bande des Quatre»; le Vietnam s'auto-détruit en se faisant colonisateur du Cambodge, qui s'auto-détruit lui aussi...

Tout cela vaut pour les intellectuels qui avaient cru en ces mythes, mais aussi pour les grands mouvements populaires. Pensez à juin 1936, les grèves et les occupations d'usines sont liées à une espérance infinie. De même à la Libération. Il faut une grande espérance, une grande promesse, pour soulever un peuple, ou du moins «les masses».

Or, aujourd'hui, il n'y a pas de mythologie néo-nazie vivante, la mythologie révolutionnaire s'est racornie et le nationalisme comme mythe exaltant n'a plus de sens. Dans le passé le nationalisme français n'était pas seulement auto-stimulé par les mouvements nationalistes internes; il était surtout hétéro-stimulé par la présence d'ennemis dits héréditaires qui étaient effectivement menaçants. Or, depuis la fin de la guerre, on sait que l'Allemagne n'est plus menaçante et que la véritable menace, qui est diffuse, idéologique, vient des super-puissances. Rien ne peut servir de ressort à l'idée d'une régénération de la nation. Quant à l'Europe, elle est trop faible comme mythe. En fait, il n'y a deux ans seulement que la menace des fusées soviétiques est ressentie en Europe. Et nous vivons au jour le jour dans la crise. D'où la passivité actuelle. Seuls les problèmes sectoriels font ressurgir la violence : l'agriculture, les études de médecine, la police, etc. Mais il ne s'agit que de réactions corporatives.

Bertrand Renouvin : Le phénomène Le Pen n'est pas seulement dû à la question des immigrés. On vote aussi pour lui au nom des «vraies valeurs». Est-ce que cela n'annonce pas une réaction plus profonde, et cette fois globale ?

Edgar Morin : La question des immigrés est très intéressante. La France est un pays typiquement xénophobe et en même temps xéno-assimilateur. Nous avons eu une très forte immigration depuis le début du siècle, avec une très forte assimilation réalisée par l'école. Mais avec toujours la même réaction individuelle, privée, contre les étrangers. La crise économique a sur-déterminé cette réaction («ils nous prennent notre travail»). Cependant, il faut remarquer que le racisme et la xénophobie restaient des phénomènes privés alors que, sur le plan politique, jouaient de vieux réflexes républicains, socialistes ou communistes, à partir d'une tradition fondée sur l'universalité (égalité, internationalisme). Les gens vivaient donc à un double niveau : le niveau civique, où ils votaient socialiste ou communiste, et le niveau psycho-affectif où ils étaient racistes. Les récentes élections ont fait apparaître une brèche dans ce système de double conscience : la barrière a sauté et, au lieu de voter communiste, certains travailleurs ont voté Le Pen. C'est un événement significatif qui doit alerter, mais non nous faire fantasmer sur le retour du fascisme. Il faut souligner enfin que ce phénomène se diffuse dans toute la France, à cause d'un sentiment d'insécurité où confluent l'insécurité de la vie urbaine et l'insécurité du travail sur fond d'insécurité internationale. Dès lors, l'étranger devient le bouc émissaire.

LE DEBAT DES IDÉES

Quant à ce retour aux «vraies valeurs», il pourrait indiquer la première émergence d'un fondamentalisme à la française, mais, celui-ci n'a pas pris ses contours. Est-ce qu'on peut envisager chez nous un grand mouvement fondamentaliste ? Je ne sais pas.

Philippe Cailleux : Ne pensez-vous pas que cette réaction se dessine depuis 1981, et que la passion politique réapparaît - ce qui pourrait s'inscrire dans un néo-traditionalisme ?

Edgar Morin : Certes, il y a une rage qui monte, une possibilité de violence très grande. Mais cette possibilité est amortie dès que surgit un problème global car il y a toujours cette idée que la solution de la crise ne se situe pas dans notre pays. La complexité de la situation tient à ce mélange de passivité et d'éruptivité. Jusqu'à présent cette éruptivité reste cantonnée dans des secteurs corporatifs. Mon diagnostic est que, après la période dite d'état de grâce, a commencé une période d'apparente disgrâce, mais seulement sur les plans corporatifs et sectoriels. Malgré toutes les revendications, persiste la base de l'état de grâce car il n'y a pas de grandes mythologies, de grande espérance de changement. C'est cela qui sauve François Mitterrand.

Cela dit, je suis très inquiet à cause de deux avertissements : le premier, c'est le pourcentage obtenu par Le Pen aux élections; le second, c'est la manifestation policière contre Badinter car la ceinture de sécurité de l'Etat a craqué ce jour-là. En bonne méthode, et sans tomber dans des analogies superficielles, il faut faire l'hypothèse allendiste. Dans le Chili d'Allende, il y avait une coalition de gauche très hétéroclite, et la chute d'Allende a été provoquée par l'aggravation des contradictions internes, autant que par les causes externes. En France, ce caractère hétéroclite est beaucoup moins accentué, mais il est réel. Tout d'abord, l'hétérogénéité entre le P.S. et le P.C. est absolue. D'autre part, le P.S. porte en lui les traditions contradictoires du socialisme du siècle dernier; il assume l'héritage des idées de 1968, mais il est vide de pensée théorique : ou bien il n'y a pas de pensée, ou bien c'est la langue de bois du CERES. Le P.S. n'essaie pas de se penser, ni de penser le monde. Un désastre risque de venir, justement de cette carence de pensée. Si la situation s'aggrave, et que pète le ciment de l'unité : on ne peut exclure des facteurs de désintégration en chaîne. Pourtant, je conclus actuellement sur une totale incertitude car il n'y a pas de grande mythologie de remplacement, et

ENTRETIEN AVEC EDGAR MORIN

même s'il y a retour à des valeurs traditionnelles - ce qui est fort possible -elles n'ont pas - pour le moment - cette valeur mythologique donnant la transcendance ou l'infini de l'espoir. A mon avis, il faut quelque chose de transcendant ou d'infini pour provoquer les grandes vagues de l'histoire.

B. Renouvin : Que pensez-vous du renouveau du catholicisme avec Jean-Paul II ?

Edgar Morin : Le phénomène a plusieurs composantes. Il y a les événements de Pologne, où l'Eglise se confond avec la nation, avec la liberté, ce qui provoque une sorte de «revirginisation» du catholicisme dans la mythologie mondiale. Un autre phénomène important concerne les intellectuels. L'effondrement de la religion politique provoque des ressourcements, dans le catholicisme comme dans le judaïsme. Au contraire, en Amérique latine, la désintégration du christianisme par le marxisme chez les intellectuels continue, bien que se ralentissant : les prêtres populistes ont pris conscience des conditions d'exploitation, ils en ont conclu qu'il fallait «conscientiser» les masses et, à partir de là, ils sont arrivés à une conception où le marxisme apporte le salut terrestre tandis que le Christ continue éventuellement à apporter le salut céleste. En Europe, la crise du catholicisme semble arrêtée car ce sont ses adversaires qui sont malades : la Raison est en crise, le Progrès est en crise, le Socialisme est en crise. Nous sommes dans un monde où tout est en crise et, la crise des uns empêche les autres d'entrer dans une crise accrue.

Philippe Cailleux : Voyez-vous un chemin se dessiner, qui nous permettrait de sortir de cette situation de crise ?

Edgar Morin : Nous constatons que toutes les nouveautés techniques sont ambivalentes. L'informatique donne des possibilités inouïes au pouvoir central mais en même temps crée des réseaux décentralisés qui permettent à de petites communautés d'échanger leurs informations, leur musique, leur culture. Dans cette ambivalence, où tout travaille en même temps en sens contraire, il reste une aspiration fondamentale à plus de communauté et à plus de liberté : il n'y a pas d'auto-accomplissement sans lien, et le retour au couple exprime cela.

Mes préoccupations actuelles m'éloignent quelque peu de

LE DEBAT DES IDÉES

l'observation, m'empêchent de faire comme auparavant des diagnostics sociologiques, mais il me semble que, même si j'analysais en profondeur la société, je conserverais un jugement d'incertitude. Les devenirs nationaux sont liés à un devenir mondial qui peut être exposé à des accidents inouïs. On ne connaît pas les capacités de résistance de notre société et les experts ne savent pas discerner les capacités de résistance de notre économie. Nous ne savons pas ce qu'est l'économie, et nous sommes incapables de prévoir son évolution. Donc pas de chemin, mais une immense incertitude. Toutefois, dans cette incertitude, il faut réserver l'éventualité du nouveau, c'est-à-dire de ce qui est imprévisible. Et il faut penser que l'improbable, c'est-à-dire une issue, peut arriver.

DANS LE NUMÉRO 9 DE «CITÉ»

UN DOSSIER
SUR LES RAPPORTS INTELLECTUELS
ENTRE L'EST ET L'OUEST

avec des textes de

Martin HYBLER

Vaclav HAVEL

Marko MARKOVIC

parution en novembre
prix franco : 15 F

«L'ERE DU VIDE»

A la fin de l'année 1983, Gilles Lipovetsky, professeur de philosophie à Grenoble, publiait un ouvrage intitulé «L'ère du vide, essais sur l'individualisme contemporain» (1) regroupant des textes provenant pour la plupart de numéros de revues éditées entre 1979 et 1982 (2). Dans son avant propos, l'auteur explique que ces études posent toutes le même problème : «à mesure que se développent les sociétés démocratiques avancées, celles-ci trouvent leur intelligibilité à la lumière d'une logique nouvelle (...) le procès de personnalisation lequel ne cesse de remodeler en profondeur l'ensemble des secteurs de la vie sociale.»(p.7/8) (3).

(1) «L'ère du vide. Essais sur l'individualisme contemporain», Gilles Lipovetsky Les Essais CCXXV, Gallimard, 1983.

(2) «Séduction non stop» et «L'indifférence pure» dans «Tra-verses». «Narcisse ou la stratégie du vide» et «La société humoristique» dans «Le Débat» ainsi que des extraits de «Modernisme et post modernisme». «Violences sauvages et violences modernes» est inédit. Faute de pouvoir présenter les six études, deux ne seront pas abordés ici (il s'agit de «La société humoristique» et «Violences sauvages et violences modernes»), pas plus que ne le sera l'analyse de l'art moderne dans «Modernisme et post-modernisme».

(3) Les numéros entre parenthèses renvoient aux pages du livre de G. Lipovetsky.

Analysant nos sociétés à la lumière de ce fil directeur, Gilles Lipovetsky conclut que nous vivons une deuxième révolution individualiste.

«UNE DEUXIEME REVOLUTION INDIVIDUALISTE»

Nous sommes entrés dans l'âge des sociétés post-modernes, en rupture avec la phase inaugurale des sociétés modernes, démocratiques-disciplinaires, universalistes-rigoristes, idéologiques-coercitives» (p.8). Dans cette première phase, les valeurs individualistes se trouvaient encadrées dans un ensemble de règles collectives : la volonté générale, les conventions sociales, la morale, etc., autant de règles uniformes. Or, «l'idéal moderne de subordination de l'individuel aux règles collectives a été pulvérisé, le procès de personnalisation a promu et incarné massivement une valeur fondamentale; celle de l'accomplissement personnel, celle du respect de la singularité subjective, de la personnalité incomparable, quelles que soient par ailleurs les nouvelles formes de contrôle et d'homogénéisation qui sont réalisées simultanément» (p.10). On peut voir là une manifestation logique de l'idéologie individualiste, mais elle n'a été rendue possible, selon l'auteur, que par la révolution de la consommation et la transformation des styles de vie qui y est liée.

Pourquoi parler de sociétés «post-modernes». Le procès de personnalisation est apparu au sein de l'univers disciplinaire, de sorte que l'âge moderne finissant s'est caractérisé par le mariage de deux logiques antinomiques. C'est l'annexion de plus en plus ostensible des sphères de la vie sociale par le procès de personnalisation, et le recul concomitant du procès disciplinaire qui nous a

conduit à parler de société post-moderne, soit d'une société généralisant une des tendances de la modernité initialement minoritaire. Société post-moderne, manière de dire le virage historique des objectifs et modalités de la socialisation à présent sous l'égide de dispositifs ouverts et pluriels; manière de dire que l'individualisme hédoniste et personnalisé est devenu légitime et ne rencontre plus d'opposition; manière de dire que l'ère de la révolution, du scandale, de l'espoir futuriste, inséparable du modernisme, est achevée. La société post-moderne est celle où règne l'indifférence de masse, où le sentiment de ressassement et de piétinement domine, où l'autonomie privée va de soi, où le nouveau est accueilli comme l'ancien, où l'innovation est banalisée, où le futur n'est plus assimilé à un progrès inéluctable. (p.11).

Société post-moderne : nouvel habillage des sociétés post-industrielles ? Les deux schémas ne se recouvrent pas : « bien qu'ils désignent des mouvements de transformation historique concomitants; le premier insiste sur la nouvelle structure socioprofessionnelle et sur le nouveau visage de l'économie dont le cœur est le savoir; le second, tel que nous l'employons, ne se limite pas, comme le fait Daniel Bell (4), au champ culturel mais insiste au contraire sur les effets de l'extension d'un nouveau mode de socialisation, le proces de personnalisation qui traverse désormais peu ou prou tous les secteurs de nos sociétés. » (p. 127).

(4) Auteur de :
« Vers la
société post-
industrielle »,
traduit par
P. Andler,
Laffont 1976.
« Les contradic-
tions culturelles
du capitalisme »
traduit par M.
Matignon PUF
1979.

L'ERE DU VIDE

A la croyance en l'avenir, à l'esprit de conquête, reposant sur la science et la technique, aux lendemains radieux de la révolution et du progrès, à la naissance de l'homme nouveau, s'est substituée l'ère du vide : « plus aucune idéologie politique n'est capable d'enflammer les foules, la société moderne n'a plus d'idole ni de tabou, plus d'image glorieuse d'elle-même, plus de projet historique mobilisateur, c'est désormais le vide qui nous régit... » (p. 12). Nous sommes ainsi pris dans une logique duale où les contraires peuvent cohabiter. Les valeurs de la modernité sont brouillées par la culture post-moderne qui « rehausse le passé et la tradition, revalorise le local et la vie simple, dissout la prééminence de la centralité, dissémine les critères du vrai et de l'art, légitime l'affirmation de l'identité personnelle conformément aux valeurs d'une société

personnalisée où l'important est d'être soi-même, où n'importe quoi, dès lors, a droit de cité et de reconnaissance sociale, où plus rien ne doit s'imposer impérativement et durablement, où toutes les options, tous les niveaux peuvent cohabiter sans contradiction ni relégation. La culture post-moderne est décentralisée et hétéroclite, matérialiste et psy, porno et discrète, novatrice et rétro, consummatrice et écologiste, sophistiquée et spontanée, spectaculaire et créative; et l'avenir n'aura sans doute pas à trancher en faveur de l'une de ces tendances mais au contraire développera les logiques duales, la coprésence souple des antinomies», toujours en vue d'élargir l'individualisme, les possibilités de choix.

Faut-il conclure à l'absence où à l'errance du sens ? Ce serait, selon l'auteur, oublier qu'«à l'âge post-moderne une vertu cardinale perdure, intangible, indiscutée au travers de ses manifestations multiples : l'individu et son choix toujours plus proclamé de s'accomplir à part, d'être libre à mesure même que les techniques de contrôle social déploient des dispositifs plus sophistiqués et «humains». (p.14). S'il y a discontinuité et ruptures, il y a bien également continuité : celle de la «modernité démocratique-individualiste».

SEDUCTION, INDIFFERENCE ET NARCISSISME

Nous vivons, selon l'auteur, l'apothéose des rapports de séduction, non pas l'acceptation situationniste du terme, négative et mystificatrice, mais une séduction qui «s'identifie avec la surmultiplication des choix que rend possible l'abondance, avec la latitude des individus plongés dans un univers transparent, ouvert, offrant de plus en plus d'options et de combinaisons sur mesure, permettant une circulation et sélection libre... La séduction renvoie à notre univers de gammes optionnelles, de rayons exotiques, d'environnement psy, musical et informationnel ou chacun a loisir de composer à la carte les éléments de son existence» (p. 21). Le politique est aussi touché par la séduction, comme en témoigne la personnalisation des leaders occidentaux. Cette «politique personnalisée correspond à l'émergence de ces nouvelles valeurs que sont la cordialité, les confidences intimes, la proximité, l'authenticité, la personnalité...» (p. 28).

LE DÉBAT DES IDÉES

Si le monde du travail offre la résistance la plus forte à la logique de la séduction, Gilles Lipovetsky observe que la personnalisation s'y manifeste néanmoins : techniciens de la communication, psychothérapeutes d'entreprise, aménagement de «bureaux pay-sagers», humanisation du travail manuel, élargissement et enrichissement des tâches, aménagement du temps de travail... Plus encore, les perspectives d'avenir permettent d'envisager une plus grande souplesse (travail à domicile, déconcentration, travail indépendant, autogestion faisant «de chacun un sujet politique autonome». Toujours plus de flexibilité, de communication. Micro informatique, Télévision câblée, jeux vidéo sont les nouveaux vecteurs de la «séduction vidéomatique», qui est privatique.

Médecine, psychothérapie suivent une évolution parallèle rompant avec le dirigisme hospitalier. «Les Mœurs ont également basculé dans la logique de la personnalisation. L'air du temps est à la différence, à la fantaisie, au décontracté; le standard, l'apprêté n'ont plus bonne presse.» (24). Le langage également, devenu «diaphane, neutre et objectif».

Cette séduction à l'œuvre nous mène à une «destruction cool du social qui substitue la persuasion à l'autorité en invoquant la santé, la sécurité ou la rationalité. Cet «hyper-investissement du Moi» va de pair avec un recul, une désaffection des grands systèmes de sens. Cet effondrement des idéaux nous conduit à l'apathie de masse. L'indifférence croît, affectant l'enseignement comme la politique. «Pour le plus grand nombre, les questions politiques, l'écologie y compris, deviennent ambiance, mobilisent un temps et disparaissent aussi vite qu'elles sont apparues... L'indifférence pure désigne l'apothéose du temporaire et du syncrétisme individualiste. On peut ainsi être simultanément cosmopolite et régionaliste, rationaliste dans son travail et disciple intermittent de tel gourou oriental, vivre à l'heure permissive et respecter, à la carte d'ailleurs, les prescriptions religieuses». (p. 46 - 47).

Car le retour du sacré participe, pour l'auteur, du même phénomène. La croyance est à la carte : «on garde tel dogme, on élimine tel autre, on mêle les évangiles avec le Coran, le Zen ou le Bouddhisme, la spiritualité s'est mise à l'âge kaléidoscopique du supermarché et du libre-service.» (133).

Seule semble échapper à l'indifférence la sphère privée : «veiller à sa santé, préserver sa situation matérielle, se débarrasser de ses «complexes», attendre les vacances : vivre sans idéal, sans but transcendant est devenu possible» (p. 57). Narcisse symbolise le temps présent.

QUEL AVENIR POUR LA DÉMOCRATIE ?

La culture de masse centrée sur l'hédonisme ne peut que se trouver en conflit avec l'ordre économique, le travail astreignant. Pour Daniel Bell (4), cette tension entre l'ordre économique et l'ordre hédoniste ne peut pas être sensiblement réduite. Il voit même en l'hédonisme le risque d'une crise spirituelle pouvant affecter la légitimité des institutions, mener à l'instabilité politique, à l'effondrement des institutions traditionnelles et des procédés démocratiques. Gilles Lipovetsky refuse ce diagnostic : «Ne faut-il pas y reconnaître plutôt les signes d'un renforcement de masse de la légitimité démocratique ? La démocratie politique, inséparable des progrès du procès de personnalisation ne doit pas cacher sa face complémentaire, l'effacement des déchirements de l'âge révolutionnaire, le renoncement aux perspectives insurrectionnelles violentes, le consentement peut-être mou mais général aux règles du jeu démocratique... A mesure que le narcissisme croît, la légitimité démocratique l'emporte, fût-ce sur le mode cool... L'indifférence pure ne signifie pas indifférence à la démocratie, elle signifie désaffection émotionnelle des grands référents idéologiques...»

S'il y a toutefois crise de la social-démocratie, il faut la faire coïncider avec «le mouvement post-moderne de réduction des rigidités individuelles et institutionnelles : moins de relation verticale et paternaliste entre l'Etat et la société, moins de régime unique, plus d'initiative, de diversité et de responsabilité dans la société et chez les individus...» (p. 150).

C'est la crise de l'Etat-providence. «La voie s'ouvre donc à l'Etat d'entrer dans le cycle de la personnalisation, de se mettre en phase avec une société mobile et ouverte, refusant les raideurs bureaucratique, la distance politique, fût-elle bienveillante, à l'instar de la social-démocratie».

INDIFFERENCE ET APATHIE ?

L'analyse est vaste et touche à de nombreux domaines qu'il n'a pas été possible de tous présenter. Beaucoup d'aspects de la vie quotidienne s'y trouvent éclairés. L'ère de la consommation y retrouve «son épaisseur» que bien des analyses avaient laminée perdant la séduction qui la traverse. Toute standardisée qu'elle soit, la consommation est un agent de responsabilisation des individus par la contrainte à choisir et changer les éléments de leur mode de vie. Il y a à la fois socialisation et désocialisation. La recherche de la plus grande flexibilité, du plus grand choix possible pour l'individu : une sollicitation réelle. Mais l'analyse n'est-elle pas, pour certains aspects, trop datée. Publiées pour l'essentiel avant 1981 ces études semblent bien être influencées par le Giscardisme ou plus précisément par le phantasme giscardien d'une «société décrispée», d'une «croissance civilisée» devant faire suite à la «société énervée» des années soixantes. Cadrent bien avec l'analyse le style giscardien «décontracté», la mise en spectacle de la personne du président. Mais le discours et le rêve giscardien masquaient une réalité moins «décrispée», avaient pour fonction d'anesthésier une société où régnaient chômage et inflation, injustice et tyrannie de l'argent.

Si la société giscardienne appartient au passé, peut-on toutefois écrire aujourd'hui : «Notre société ne connaît pas de préséance, de codifications définitives, de centre, rien que des stimulations et des options équivalentes en chaîne. De là résulte l'indifférence post-moderne, indifférence par excès, non par défaut, par hypersollicitation, non par privation. Qu'est-ce qui peut encore étonner ou scandaliser ? L'apathie répond à la pléthore d'informations, à leur vitesse de rotation...» (p. 45) ?

Hypersollicitation, c'est indéniable. En résulte-il toujours l'apathie ? Le diagnostic semble de moins en moins justifié.

Curieuse apathie que celle de notre société qui assiste à une rapide montée aux extrêmes des catégories sociales, camionneurs, agriculteurs ou sidérurgistes lorrains pour ne citer que les plus récentes manifestations. Curieuse apathie que celle qui rassemble en quelques jours plus d'un millions de personnes pour protester

contre la politique scolaire d'un gouvernement. A cela, il faut encore ajouter un fait grave. Un consensus existait jusqu'à ce jour dans notre société : le refus de ce qui évoquait le racisme. Or ce consensus s'effondre. La perte du lien social, l'éclatement de notre société provoque une montée de l'irrationnel lourde de menace et la victime émissaire est toute trouvée en la personne du travailleur immigré, «autre» proche. L'exploitation de ce phénomène et les récents succès de M. Le Pen sont là pour nous rappeler que notre société est encore grosse des mécanismes séculaires de la violence et que la menace qui nous guette n'est pas à proprement parler une «destruction cool du social».

La non-valeur par l'interchangeabilité des valeurs n'est pas non plus sans risque qui laisse la porte ouverte à un «retour aux vraies valeurs» alibi des hommes providentiels.

Il serait dangereux de méconnaître ces tensions. D'autant que l'importance accrue du chômage dans les sociétés «post-modernes» vient sérieusement perturber la flexibilité du système. La séduction s'identifiant à la surmultiplication des choix, au nombre de plus en plus élevé d'options mais à la portée d'un nombre de moins en moins élevé d'individus à même d'en jouir est alors un facteur de tensions supplémentaires.

Il reste enfin à poser le problème fondamental de la pensée moderne : comment concilier l'individualisme régnant et la nécessité de reconstruire le lien social (5).

(5) Voir dans ce numéro l'article de Bertrand Renouvin : «Le jardin de Herder».

Philippe CAILLEUX

«LE JARDIN DE HERDER»

Comprendre une société est une tâche difficile qui pose, immédiatement, la question de la relation que l'observateur entretient avec elle. Trop immergé, il risque de se perdre dans son quotidien ou d'être aveuglé par l'idéologie qu'elle secrète. Trop extérieur, il risque de l'emprisonner dans des schémas préfabriqués. Aussi avons-nous besoin des anthropologues, du moins de ceux qui savent prendre les distances nécessaires sans pour autant s'évader dans la pure théorie.

Tel est le cas de Louis Dumont. Spécialiste de l'Inde, auteur d'un remarquable essai sur le système des castes (1), il a décidé, voici une dizaine d'années, de porter son regard sur la société moderne, occidentale, individualiste, qui est le contraire de la société hiérarchique précédemment étudiée. Ce mouvement d'aller et retour permet à Louis Dumont d'occuper aujourd'hui une situation privilégiée. Ni tout à fait dans son sujet, ni vraiment hors de celui-ci, il est à même de nous faire saisir l'originalité et même l'étrangeté d'une société dans laquelle nous avons tendance à voir l'aboutissement «naturel» de l'histoire de l'humanité. Après avoir étudié la genèse et l'épanouissement de son idéologie économique (2), Louis Dumont montre le caractère paradoxal et dangereux d'une modernité qu'il s'agit d'assumer et de dépasser. Tel est le souci majeur des «Essais sur l'Individualisme» récemment publiés.

(1) «*Homo hierarchicus*», Gallimard. Bibliothèque des sciences humaines, 1966, et réédition augmentée en collection «*Teb*» 1979.

(2) «*Homo aequalis*» Gallimard. Bibliothèque des sciences humaines (1977).

L'individualisme n'est pas seulement ce défaut français si souvent dénoncé. C'est une conception générale de l'homme qui

caractérise toute les sociétés modernes et qui les oppose à l'ensemble des autres sociétés, anciennes ou contemporaines. Les premières considèrent que l'individu est la valeur suprême, les autres (l'Inde aujourd'hui, la cité antique, la communauté chrétienne médiévale) mettent d'abord l'accent sur la totalité (société *holistes*). Encore faut-il se garder de glissements sémantiques trop faciles. La totalité ne conduit pas au totalitarisme, la prééminence reconnue à la société n'implique pas la négation des hommes qui la composent. Les sociétés holistes instituent des relations entre les parties et le tout, entre les hommes et la société, au lieu de considérer, du moins théoriquement, les seules relations interindividuelles.

Ainsi, la société indienne, contraignante pour les hommes qui y vivent, permet la pleine indépendance de ceux qui choisissent le renoncement au monde. De même, dans la société chrétienne, chaque personne est conçue en relation avec son prochain, avec sa cité terrestre et avec Dieu, selon un ordre hiérarchique qui permet et développe l'effort de transcendance personnelle. D'où une situation complexe de l'homme, qui est à la fois «hors du monde» et «dans le monde». D'où une relation instable entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel. Initialement, «l'Etat est à l'Eglise comme le monde est à Dieu». Puis Gélase introduit, pour l'Eglise et l'Empire, une «dyarchie hiérarchique» (l'Eglise dans l'Empire pour les affaires du monde, l'Empire dans l'Eglise pour les choses divines). Mais cette relation s'estompe quand l'Eglise devient puissance mondaine et quand, par réaction, le pouvoir temporel, par ailleurs consacré, cherche à obtenir son autonomie.

Faut-il conclure de cette histoire rapidement survolée que «quelque chose de l'individualisme moderne est présent chez les premiers chrétiens et dans le monde qui les entoure», comme le dit Louis Dumont ? Sans doute pas puisqu'il s'empresse d'ajouter qu'il ne s'agit «pas exactement de l'individualisme qui nous est familier». Le doute serait totalement levé si Louis Dumont utilisait, pour évoquer l'homme de la chrétienté médiévale, la notion de personne certes définie par Boèce puis par saint Thomas comme «substance individuelle de nature rationnelle», mais toujours considérée dans sa relation avec Dieu et, par la médiation divine, avec les autres hommes. L'individu moderne ne peut donc être

regardé comme l'héritier de la personne chrétienne, vivant par et pour des valeurs transcendantes à elle-même. D'ailleurs, Louis Dumont montre bien qu'il y a rupture, et non continuité, entre la société holiste et l'individualisme moderne.

REFORME ET REVOLUTION

La Réforme effectue cette rupture, et plus particulièrement Calvin qui affirme l'impuissance de l'homme face à l'omnipotence de Dieu. C'est cette situation nouvelle de l'homme prédestiné qui fonde l'individualisme moderne. Désormais, «la tâche de l'élu est de travailler à la glorification de Dieu dans le monde, la fidélité à cette tâche sera la marque et la seule preuve de l'élection». Par un autre retournement, l'Eglise perd avec Calvin son caractère holiste : alors qu'une mission disciplinaire lui est assignée, qui la place au-dessus de l'Etat et de la société, elle est seulement conçue comme «l'organe par lequel les élus (doivent) régner sur les réprouvés et accomplir leur tâche pour la gloire de Dieu».

Fondée par la nouvelle religion, l'individualisme s'affirme aussi, à partir de 1600, dans le domaine juridique et politique. Déjà, le nominalisme avait contesté la conception chrétienne de la loi naturelle, fondant le droit sur l'être particulier, et non plus l'ordre voulu par Dieu ou établi avec sa permission. A l'aube de la modernité, cet ordre social va être considéré comme second par rapport à l'état de nature. D'où la délicate question du passage de l'état de nature à l'état social, qui va désormais marquer la philosophie politique. Dans un premier temps, on va imaginer deux contrats successifs : le contrat *social* qui établit l'association entre les individus, et le contrat *politique* qui fonde leur relation avec le pouvoir. Hobbes, Locke et Rousseau ne concevront plus qu'un seul contrat, mais sans parvenir à surmonter la contradiction entre l'individu et le pouvoir. En effet, les trois théoriciens de la modernité «ont en commun la reconnaissance de la difficulté à combiner individualisme et autorité, à concilier l'égalité et l'existence nécessaire de différences permanentes de pouvoir, sinon de condition, dans la société ou dans l'Etat».

Cet effort théorique, tout entier tourné vers la constitution d'une société sans transcendance et d'un pouvoir immergé dans la

société, aboutit à la Déclaration des droits de l'homme et à la Révolution française. Pour Louis Dumont, l'origine religieuse de ce bouleversement est certaine : «la liberté de conscience a été le droit essentiel, le noyau autour duquel les droits de l'homme allaient se constituer par intégration d'autres libertés et droits. La liberté religieuse, née de la Réforme et des luttes subséquentes, a été l'agent de la transformation des spéculations de droit naturel en une réalité politique. Les Français ne pouvaient que reprendre à leur compte l'affirmation abstraite de l'individu comme supérieur à l'Etat, mais ce sont les puritains qui ont prononcé les premiers cette affirmation». La transition s'effectue par l'intermédiaire de Thomas Paine, quaker émigré en Amérique qui devint député à la Convention et prépara avec Condorcet la Constitution de 1793 : par lui, le christianisme révolutionnaire des Protestants anglais rejoint la pensée révolutionnaire française.

INDIVIDUALISME ET TOTALITARISME

Louis DUMONT
né en 1911, docteur ès Lettres. Il est successivement assistant des Musées Nationaux (Arts et traditions populaires), lecturer à l'Université d'Oxford et, depuis 1955, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (sociologie de l'Inde, puis sociologie comparative). Il est l'auteur de plusieurs livres sur les castes en Inde dont «*Homo hierarchicus*» (Tel - 1979) fait autorité, d'une «*Introduction à deux théories d'anthropologie sociale*» (Mouton 1971) et de «*Homo aequalis, I, genèse et épanouissement de l'idéologie économique*» (Gallimard, 1977).

Le progrès de l'individualisme, qui triomphe avec la Révolution française, n'est pas linéaire. Au 19^{ème} siècle et dans une partie du 20^{ème}, s'affirme une volonté de retour au holisme, très claire dans l'œuvre de Maistre, Bonald, Comte, Saint-Simon et Hegel, ambiguë avec Herder et Fichte, finalement barbare avec Hitler. Alors que la pensée française dominante continue à se développer selon les Lumières, l'Allemagne, où la mentalité holiste est demeurée forte, tente une difficile synthèse.

Ainsi Herder développe une conception holiste. Contre la philosophie des Lumières, il réhabilite le Moyen-Age et la religion. L'histoire n'est pas, pour lui, l'avènement de la Raison, mais «le jeu contrasté d'individualités culturelles dont chacune constitue une communauté spécifique» (*Volk*) qui représente un aspect irremplaçable de l'humanité et dont le peuple germain, porteur de la civilisation chrétienne, est l'exemple moderne. L'homme de cette société n'est plus un individu abstrait, mais un être qui appartient à une communauté déterminée. Pourtant, l'individualisme n'est pas nié : avec Herder, il passe de l'homme à la collectivité ethnique, à la nation qui doit être reconnue dans son droit à l'épanouissement. Il y a là l'esquisse de la théorie du droit des peuples,

en même temps que les prémisses du nationalisme le plus redoutable : l'histoire étant conçue comme une succession d'épanouissements nationaux, il se trouve que l'époque moderne est celle de l'épanouissement de l'Allemagne... Fichte, qui se veut l'héritier de la Révolution française, aboutira au même transfert de l'individu sur le collectif. Comme Herder, il « applique l'individualisme moderne au plan collectif, faisant du peuple ou de la nation un individu d'ordre supérieur et, comme Herder encore, il a vu l'humanité s'incarner essentiellement dans le peuple german, ou plutôt dans la nation allemande ».

Cette analyse de Fichte et de Herder permet à Louis Dumont d'établir l'opposition radicale qui existe entre l'idéologie nationale française et l'allemande :

— « Côté français, je suis homme par nature et français par accident. Comme dans la philosophie des Lumières en général, la nation comme telle n'a pas de statut ontologique : à ce plan, il n'y a rien, qu'un grand vide, entre l'individu et l'espèce, et la nation est simplement la plus vaste approximation empirique de l'humanité qui me soit accessible au plan de la vie réelle ». Faiblement ressentie comme individu collectif, la nation est conçue comme le cadre de l'émancipation de l'individu.

— « Côté allemand (...) je suis essentiellement un Allemand, et je suis homme grâce à ma qualité d'Allemand : l'homme est reconnu immédiatement comme un être social. La subordination est généralement reconnue comme normale, nécessaire, en société. Le besoin d'émancipation de l'individu est moins fortement ressenti que le besoin d'encadrement et de communion. Le premier aspect de la nation - collection d'individus - est donc faible. Au contraire le second - la nation comme individu collectif - est très fort, et là où les Français se contentaient de juxtaposer les nations comme fragments d'humanité, les Allemands reconnaissant l'individualité de chacune, se sont préoccupés d'*ordonner* les nations dans l'humanité en fonction de leur valeur - ou de leur puissance ».

Comment ne pas établir une relation très forte entre cette idéologie nationale allemande et le phénomène hitlérien ? Louis Dumont montre cependant que la « contribution allemande » au nazisme est moins simple qu'il n'y paraît et que l'idéologie de Hitler n'est pas exempte - tant s'en faut - de traits individualistes. Sans doute l'Allemagne est-elle marquée par un sentiment holiste très

fort mais les intellectuels du 19^{ème} siècle estimaient avoir dépassé la contradiction entre l'individu et la société. Mais ce dépassement ne se réalise que sur le plan théorique, sans affecter la communauté nationale. L'individualisme allemand se présente sous une forme spirituelle, c'est une *bildung* (construction de soi-même) qui laisse intacte l'appartenance à la communauté et prend appui sur elle. Nous sommes donc en présence d'une combinaison originale, mais fragile, d'individualisme et de holisme : «le holisme commande au plan de la communauté, voire de l'Etat, l'individualisme au plan de la culture et de la création personnelles». C'est cet équilibre délicat que la défaite de 1918 fait vaciller et transforme en une contradiction majeure que Hitler saura exploiter et qui se résout dans un totalitarisme dont on perçoit mieux la logique : le totalitarisme est en effet une maladie de la société moderne qui «résulte de la tentative, dans une société où l'individualisme est profondément enraciné, et prédominant, de le subordonner à la primauté de la société comme totalité».

Pourtant, Louis Dumont analyse l'hitlérisme comme un pseudo-holisme, travaillé par les valeurs individualistes qu'il prétend détruire et sans doute hanté par celles-ci. Dans la doctrine nazie, les traits holistes sont ambigus. La notion de *Volk* ne peut être exactement assimilée à celle de race (*völkisch*) car Hitler reconnaît que la nationalité allemande (*volkstum*) ne repose pas sur un noyau racial unitaire mais, comme il l'écrit, sur «quatre éléments raciaux fondamentaux». En fait, l'unité de la race n'existe que dans l'opposition à une autre race. L'antisémitisme a donc une «fonction structurale»; sans lui, l'Allemagne n'a pas d'unité raciale. Quant aux autres traits holistes, ils sont plus apparents que réels : on ne trouve pas chez Hitler de critique directe de la Révolution française et des droits de l'homme, et la phraséologie hiérarchique du nazisme disparaît dans la relation directe entre le chef et la masse.

En revanche, la doctrine nazie laisse apparaître un individualisme fondamental. Sa «philosophie» est celle de la lutte de tous contre tous pour la vie, pour l'intérêt et pour la domination. Hitler écrit que «la lutte est la mère de toutes choses», et «la lutte la plus brutale». Cette lutte met aux prises des individus biologi-

LE DÉBAT DES IDÉES

ques et se poursuit à l'intérieur de leur collectivité sociale, qu'elle détruit. L'hostilité à la royauté, à la noblesse traditionnelle, à toute notion de rang héréditaire exprime cet individualisme : dans la société nazie, la sélection de l'élite se fait par la concurrence, la réussite étant le seul critère. Selon Louis Dumont, Hitler ne pouvait manquer d'éprouver cette contradiction entre la « communauté de peuple » à laquelle il aurait voulu croire et cet individualisme qui la désagrège. D'où le caractère indispensable de l'antisémitisme, qui permet de nier cette contradiction en restaurant l'unité menacée...

LA HIERARCHIE REINVENTÉE

Cette analyse approfondie du totalitarisme et des conditions dans lesquelles il surgit montre que l'individualisme ne peut se suffire à lui-même. La « séparation radicale introduite par les modernes entre le monde des faits - relevant de l'analyse scientifique - et une *valeur* réservée à la conscience individuelle apparaît « bizarre, aberrante, incompréhensible ». D'ailleurs, la pensée moderne, sitôt proclamée cette séparation entre faits et valeurs, n'a cessé de chercher à rétablir l'unité perdue, à projeter de nouveau les valeurs sur le monde. Ou bien la pensée moderne résout la question en niant les valeurs, par le nihilisme ou par le pragmatisme. Ou bien elle cherche à transcender l'individualisme par un ersatz de religion, comme on l'a vu dans l'hitlérisme, comme on le voit encore dans le communisme. Ces deux solutions sont évidemment inacceptables, et les attitudes provisoires que l'on observe actuellement (défense des droits de l'homme) ne sont pas suffisantes car la philosophie des droits de l'homme peut se retourner contre elle-même comme on l'a vu en France avec la Terreur.

Pour Louis Dumont, la seule solution possible est de faire retour à la hiérarchie, conçue non comme un pouvoir oppresseur mais comme « englobement du contraire », c'est-à-dire la singularité et l'universalité. Dans son dernier essai, Louis Dumont estime en effet qu'« il y a un besoin de réintroduire quelque degré de holisme dans nos sociétés individualistes... » en établissant une « combinaison hiérarchique complexe » que l'exemple des mains permet de saisir : « la valeur de la main droite ou de la gauche est enracinée dans leur relation au corps, c'est-à-dire à un niveau d'être supé-

rieur : la valeur d'une entité est ainsi dans une relation étroite de dépendance vis-à-vis d'une hiérarchie de niveaux d'expérience où cette entité est située.» (3)

A cette référence anthropologique, Dumont ajoute deux références philosophiques qui permettent de préciser son projet. Celle de *Leibniz*, dont la monade «est à la fois un tout en soi, et un individu dans un système uni dans ses différences mêmes, disons le Tout universel». Celle de *Herder* : «notre humanité est comme le jardin de Herder où chaque plante - chaque société - apporte sa beauté propre, parce que chacune affirme l'universel à sa façon».

Il faut donc refuser de concevoir la relation entre individualisme et universalisme comme un affrontement d'où résulterait la domination de l'un ou de l'autre : «la solution consiste à donner à l'un et à l'autre des deux principes opposés son champ légitime de suprématie du point de vue moderne, l'individualisme régnant, mais consentant à se subordonner dans des domaines subordonnés». Solution encore idéale, mais qui est déjà associée dans la pratique car *gemeinschaft* (communauté) et *gesellschaft* (association) sont tour à tour présentes dans le vécu. «Il suffirait par conséquent, conclut Louis Dumont, que ce retournement devienne conscient sous une forme hiérarchique et se généralise. Progrès décisif, et difficile, de la conscience commune, à quoi l'anthropologie aura contribué à sa façon.»

Face au totalitarisme, toujours menaçant dans les sociétés éclatées modernes, la réflexion de Louis Dumont prend une importance capitale. Rompant à sa manière avec la pensée de la modernité, et nous invitant à réinventer la relation hiérarchique, Louis Dumont indique le moyen non-passéiste d'une re-constitution sociale. Reste à penser la forme politique qui la rendrait concrètement possible.

(3) «*Essais sur l'individualisme*». Le Seuil, collection *Esprit*, 1983,

Bertrand RENOUVIN

N.B. Sauf indication contraire, toutes les citations sont extraites de ce dernier ouvrage.

AIMEZ - VOUS

Cité ?

Si oui,

*nous vous serons reconnaissants de bien vouloir
nous signaler les noms et l'adresse des personnes
qui peuvent s'intéresser à notre revue.*

*Acceptez-vous que nous nous recommandions de
vous.*

Oui ☐

Non ☐

De la part de

.....

—	—
—	—
—	—

VOYAGE EN PAUVRETÉ

- ANGERS 1984

«Quoi ! Ça existe encore ?» L'opinion commune, la vôtre, la mienne, s'interroge, outrée et sceptique, lorsqu'il est question de pauvreté dans la France de 1984. On s'accorde à la rigueur sur l'existence de quelques clochards, la réalité de maintes familles en difficulté, mais admettre la présence et la persistance à contretemps de «poches de pauvreté» en voie de résorption ne conduit pas nécessairement à reconnaître de vastes et profondes zones de pauvreté en extension, touchant plusieurs millions d'individus.

LA PAUVRETÉ IMPENSABLE

Notre imaginaire, celui que nous façonnent les *media*, cantonne définitivement la misère à l'autre bout de la planète, dans un vague tiers monde dont nous aurions bien du mal à tracer les limites géographiques. La pauvreté se voit également rejetée dans le temps, les siècles passés, parfois dans un mystérieux «Moyen Age» où régnaient famine et mendicité. A l'époque de la conquête spatiale, de la Sécurité Sociale et de l'administration tatillonne, il ne saurait exister en nombre des pauvres en France, cela va de soi. S'il vient à l'esprit de soutenir le contraire avec preuves, nous voilà très vite soupçonnés de misérabilisme. Interdiction absolue de s'égarer du côté de chez Zola. Et pourtant, les faits classés «divers» dans la presse locale retiennent régulièrement l'attention : il n'est pas rare d'apprendre la mort d'un vagabond saisi par le froid ou l'expulsion d'une famille pour loyer en retard de paiement. Mais l'avis général ne retient là que des cas jugés «extrêmes», qui ne sauraient être les signes manifestes de détresse de toute une population. Décidément non, si pauvreté il doit y avoir, on admettra, moi le premier au départ de cette enquête, une misère psychologique, un tourment spirituel, les maux occasionnés par la solitude, la perte de convivialité. Les partis politiques et les syndicats s'adressent aux «exploités», à la classe ouvrière. Mais qui parle de ceux que Marx désignait comme «la lie, la pourriture, le déchet, les loqueux» ?

ENQUETES

Peu d'ouvrages décrivent globalement la pauvreté dans un monde moderne qui se targue de l'avoir quasi supprimée; 54% des Français estimaient en 1976 qu'il n'y avait pas de pauvres dans leur pays ou qu'ils ne savent rien de leur existence. Il fallait voir, constater sur place, se mettre à l'écoute, entreprendre un véritable voyage vers un continent perdu, un monde que nos (mauvaises) consciences s'efforcent d'oublier. Pourquoi Angers ? Parce que cette ville moyenne, tranquille et affable, de réputation et de réalité bourgeoise, est le dernier lieu où l'on prendrait le pari d'y rencontrer la misère. Comme me l'affirme ce prêtre rencontré à St-Antoine et qui reçoit pourtant chaque jour des vagabonds, ou cette sœur Servante des Pauvres, pour lesquels la menace de la pauvreté n'a plus guère prise sur la société : «A notre époque», tout de même !

AU SECOURS !

Des indices ne laissent pourtant pas indifférent qui veut les voir autour de lui, dans les rues, les jardins et plus précisément près des édifices publics. Il n'est pas de jour sans que la place du Ralliement, les Nouvelles Galeries, les marches de la poste, le hall de la gare St-Laud n'accueillent son lot de paumés, en quête d'argent, de travail, de chaleur et de nourriture. Le soir venu, nous les retrouvons aux alentours des restaurants sociaux, pour y récupérer les restes destinés à la poubelle, ou frappant à la porte des presbytères pour se procurer le gîte d'une nuit. Pas un jour où l'on ne croise ces itinérants, avec la gêne de celui qui est assuré du minimum de confort. D'autant que la plupart, première surprise, sont des gens jeunes, une vingtaine, trentaine d'années peut-être. L'image traditionnelle du clochard est à revoir : rares sont ceux aujourd'hui qui choisissent de leur propre chef la rue, par goût de la liberté, comme le clodo braillard, soiffard et pittoresque d'autrefois, qui n'aurait abandonné pour rien au monde sa condition.

Le Secours Catholique ouvre mon investigation; c'est à n'en pas douter l'association la mieux connue du public et la plus efficace dans la lutte contre la pauvreté. Locaux importants, bureau d'accueil, secrétaires affairées rendent bien cette impression d'efficacité qui caractérise le Secours. Nous pourrions nous imaginer sans peine dans une PME s'il n'y avait cette file d'attente qui obstrue le hall d'entrée. Comme tous les mardis et vendredis après-midi, ils sont de 35 à 50 qui s'adressent au «vestiaire» pour pouvoir se vêtir

décemment. Le Secours catholique s'est vu contraint, devant l'afflux de demandes, de rouvrir ces «vestiaires» qui permettent l'habillement gratuit des plus pauvres. Hormis cette fonction, le Secours délivre des bons de nourriture ou d'hébergement, comme toutes les associations et organismes sociaux. Ils sont 3.368 à être passés par ses services, dans les sept premiers mois de 1983, contre 1.911 dans les six premiers mois de 1982. Depuis quelques années, dès après 1976, la pauvreté a entamé une progression vertigineuse, avec un renouvellement quotidien de 10% des demandes. Récente également la fréquente jeunesse des pauvres. Durant l'été 1983, le Secours catholique est demeuré ouvert. La simple permanence des années passées ne suffisait pas. Il nous arrive d'imaginer la pauvreté, avec un lâche et secret soulagement, touchant exclusivement les travailleurs immigrés : sales boulots, conditions de vie déplorables, absence d'avenir. Sur les 1.911 personnes venues au Secours catholique en 1982, 392 seulement sont d'origine étrangère. La pauvreté ne frappe pas uniquement ni d'abord les «autres». Parmi ces démunis, un grand nombre n'ont ni travail, ni domicile fixe. La majorité des demandes concernent l'aide alimentaire, avec au deuxième rang des préoccupations l'aide vestimentaire. De quoi survivre avant tout !

LE TRIMARD, FAUTE DE MIEUX

Ils ont choisi bon gré, mal gré, la route, en espérant qu'ailleurs sera mieux, que demain s'annoncera sous de meilleurs auspices, dans l'espoir de travailler, de s'enraciner, d'être enfin acceptés. Comme les autres, comme tout le monde. Angers n'est qu'une étape de quelques jours, entre le sud de la France et l'Alsace, pour les passagers qui trouvent dans les vendanges une source de rémunération. Certains prospectent Angers, quartier après quartier, à la recherche d'un emploi, d'autres se rendent deux fois par jour à l'A.N.P.E. en quête d'une hypothétique proposition. Difficile, lorsque les demandes d'emploi non satisfaites s'élèvent à 14.720 en octobre 1983, 12,44% de la population (chiffre national du chômage pour ce même mois : 9,59%). Ubuesque ou kafkaïen, comme on voudra, lorsqu'il manque un franc pour téléphoner à l'éventuel employeur et que l'on refuse l'humiliante mendicité. Et sans

ENQUETES

argent, comment quitter le «gourbi» de planches, de tôles et de toiles qui tient lieu d'abri ? Comment l'employeur pourra-t-il répondre à un individu sans domicile attitré ? Sans argent, pas de domicile, sans domicile, pas de travail, sans travail, pas d'argent. Comment s'en sortir ? Un seul mot résume cette détresse : solitude. Rupture d'avec la famille, marginalisation par une société où le travail reste, à tort ou à raison, une valeur prédominante. Mais aussi, mais surtout solitude affective, à tel point que parvenir à s'établir dans un travail à temps partiel, se sédentariser, ne brise pas nécessairement le mortel isolement.

L'hiver venu, l'itinérant ne pourra pas se contenter de la porte cochère ou du banc de jardin public. Au prix de cinq francs ou muni d'un bon de nuit, délivré par l'Aide sociale, la Croix Rouge et les associations privées, il bénéficiera d'un gîte et d'un dîner à l'Abri de la Providence, le bien nommé. Ce foyer nouvellement réaménagé n'était avant 1979 qu'un sordide «asile de nuit» comme il en existe hélas encore en France. Il ressemble aujourd'hui à un pensionnat de lycée, que boudent les clochards authentiques, pour lesquels l'interdiction de l'alcool et la douche obligatoire relèvent du martyr. Les 43 lits offerts ne répondent pas depuis trois ans déjà à la demande : en 1982, l'Abri a logé 414 personnes et en a refusé 200. Profil type du résident : jeune (60% ont moins de 35 ans, l'âge moyen a baissé de dix ans en trois années), solitaire (80% n'ont ni famille, ni amis), routard (51% demeurent à la Providence de 1 à 5 jours).

LA CHUTE

Comment se retrouve-t-on à la rue, lorsqu'on possédait il y a encore peu un niveau de vie modeste mais convenable ? Les spécialistes en mal d'imagination ont baptisé ce phénomène «nouvelle pauvreté» : la crise économique jette sur le pavé des gens qui, en période de croissance, n'auraient jamais sombré dans un tel état. L'accumulation de circonstances malheureuses entraîne et accélère la chute : la perte de l'emploi est souvent le facteur premier qui déclenche le processus. Le travail structurant nos relations sociales, le chômeur se retrouve rapidement seul, sans aide matérielle ou morale, étouffant dans le cercle devenu trop étroit de la famille. Un chômage de longue durée, un retard dans le versement

des allocations obligent à ne pas payer le loyer, et trois mois de non paiement interdisent tout espoir de rattrapage. L'expulsion n'est pas loin, précédée par la coupure d'électricité. L'alcool, le divorce, un urbanisme inhumain achèvent le déclin vers la clocharisation. Si tout procède de la perte de l'emploi, la sortie de la pauvreté ne passera pas d'abord par la reconquête du travail, mais par le retour à un équilibre affectif, la rencontre avec celui ou celle qui saura porter un regard différent, redonner confiance. Se sentir bien, être reconnu, accepté, toute chose plus utile que l'obole versée au coin d'une rue et vite dilapidée en boisson. La réinsertion sociale suivra. L'abri de la Providence travaille dans cet esprit, en soignant quelques détails qui nous paraîtront infimes mais dont la présence conforte une existence brisée : draps de couleur, nappes dans la salle à manger, bureau d'accueil confortable, afin de créer une atmosphère familiale, ne pas reproduire le cadre de la prison ou de l'hôpital psychiatrique, par où beaucoup sont passés. Sur 43 résidents, une moitié reprendront leur vie d'errance, peu soucieux de s'établir. Deux ou trois, déterminés à changer de condition, rejoindront la communauté Emmaüs de Saint-Jean-de-Lignéres, à dix kilomètres d'Angers, où 23 compagnons prospectent les greniers de l'Anjou pour alimenter leur vente de brocante (singularité du mouvement de l'abbé Pierre : refuse toute subvention, même celle de la D.D.A.S.S.). Parmi la quinzaine restant, quelques-uns feront une démarche écrite pour le Relais Bois-Labbé.

S'EN SORTIR A BOIS-LABBÉ

Les associations qui luttent contre le paupérisme ont en commun l'exiguïté de leurs locaux et la faiblesse de leurs moyens d'intervention devant l'accroissement de la misère. Quelle surprise n'a pas le visiteur lorsqu'il découvre, à la sortie d'Angers, route de Paris, le manoir du Relais Bois-Labbé (1) et ses lotissements modernes ! Ils sont 51 adultes à avoir «choisi» le Relais pour échapper à la fatalité. Quelques chiffres pour illustrer l'extrême misère de cette population : 90% ont des problèmes d'alcoolisme, 70% ont connu la prison, 30% ont séjourné en hôpital psychiatrique, 12% sont totalement analphabètes, 5% seulement dépassent le niveau du cours moyen deuxième année. Les parcours sont identiques : la plupart sont issus de l'Assistance publique, ont subi plusieurs nourrices et plusieurs placements, foyer de l'enfance, internat, centre de rééducation, avec au bout l'enfermement péniten-

(1) «Sortir,
et après ?»
film consacré au
Relais Bois-Labbé
diffusé le 21 février
1983 sur Antenne 2

ENQUETES

taire ou psychiatrique. «Travail et logement», panacée de certains travailleurs sociaux, n'ont pas fondamentalement transformé une psychologie primaire, qui refuse des comportements sociaux jamais intégrés. La sexualité donne l'idée de l'imaginaire fruste, fantasmatique des résidents. Ces pupilles de la nation n'ont en majorité qu'une expression pour qualifier la femme, cette grande absente de leur vie : un «trou à boucher». La trivialité sert à conjurer la peur que l'on a d'un être «différent», que le résident n'a pu approcher que par la fréquentation des prostituées. La femme devient un mythe inaccessible. On comprend alors la douloureuse frustration qui saisit ces hommes, et la violence qui en découle, au sein d'une culture où magazines, télévision, publicité présentent le couple comme archétype du bonheur. L'homosexualité sera un dérivatif, un échappatoire, une façon de rester «entre soi», sans avoir à rencontrer les «autres». Exclu de et par la collectivité parce qu'il est «autre», le miséreux reproduira ce même mécanisme d'exclusion à l'égard de la femme, de l'immigré ou de l'Administration, qu'il rend responsable de sa déchéance.

L'homosexualité souvent pratiquée ne sera jamais avouée : on se prête volontiers à «bouffer du pédé», parce que l'homosexuel reste pour les résidents un personnage efféminé qui ne répond pas au profil viril, brutal, qu'ils souhaitent donner d'eux-mêmes. Pour Didier Joncheray, un éducateur du Relais Bois-Labbé, l'objectif de la maison est de «faire l'apprentissage» du respect et d'un certain nombre d'actes socialisés, qui passe par l'interdiction dans l'établissement des rapports sexuels, de l'alcool et de la violence physique, dans «un souci de réinsertion globale». Le directeur, Serge Le Guennec, et l'équipe d'éducateurs, s'inspirent des analyses de Bruno Bettelheim pour conduire leur action : «l'objectif de fond est de donner à chacun, dans la société de masse qui est la nôtre, l'accès à un niveau minimum d'autonomie personnelle, c'est-à-dire de développer ou de retrouver le respect de soi, d'acquérir le sens de l'engagement, de parvenir à un niveau satisfaisant de responsabilité et de maîtrise de sa vie pour une existence socialisée». Liberté, autonomie, projet, identification, réussite, voilà ce à quoi aspirent ces paumés que la société a sacrifiés et qu'elle a le front de considérer comme «fous» ou «sauvages».

VOYAGE EN PAUVRETE

APPRENTISSAGE DE LA SOCIABILITÉ

Combien de fois constaterai-je ce «syndrome de la mentalité d'assisté» parmi les pauvres, qu'ils soient itinérants ou sédentaires ! Le serf du XIIème siècle n'était pas citoyen, mais du moins entretenait-il avec son maître un rapport d'échanges mutuels par les services rendus. Aujourd'hui, le pauvre n'est pas citoyen, rejeté qu'il est de la cité, n'a pas de maître, sinon l'appareil anonyme des services sociaux, auxquels il soutire quelque argent, dont il devient l'esclave volontaire en s'enfonçant encore plus dans le délabrement. Construire son autonomie, gérer ses ressources financières, apprendre à retrouver progressivement les repères de la société.

L'apprentissage de l'autonomie s'établit sur les notions de «choix» (chacun peut quitter le Relais quand il le désire) et de «contrat» (contre une rémunération de 80% du SMIC, il faut s'engager à travailler), consensus indispensable à toute communauté humaine. Apprentissage du travail : réutiliser ses mains, découvrir ses talents, se revaloriser à ses yeux et par devant la communauté, dans les ateliers : blanchisserie, menuiserie, espace vert, etc. Apprentissage du temps : réinvestir la durée ordinaire, la discipline des horaires, savoir attendre, pour ne pas se laisser emporter par la violence lorsqu'il faudra affronter les lenteurs de l'Administration. Apprentissage du dialogue : réunions obligatoires pour la gestion du budget, l'établissement du menu, la répartition des dépenses courantes, ce qui ne va pas sans mal, pour celui dont le mode d'expression n'a été que la violence verbale ou physique, et qui ne voit aucune utilité à la «jactance» des éducateurs. Apprentissage enfin de la culture : de l'alphabétisation à l'instruction civique. Grande accusée dont je constaterai les effets déplorables tout au long de ce voyage en pauvreté : l'Education nationale, en partie responsable de la marginalisation des pauvres. Après plusieurs années d'un travail de socialisation (deux à six ans environ), une dizaine des 51 résidents du Relais Bois-Labbé parviennent chaque année à s'intégrer mentalement et matériellement.

COMBIENS ?

Combien sont-ils à Angers, ces itinérants que nous venons d'aborder ? Une cinquantaine, comme l'estime un permanent du

ENQUETES

Secours catholique, ou deux cents, selon cet agriculteur qui connaît bien le monde des vagabonds. Surprenant qu'à notre époque de la statistique affinée, du sondage généralisé, nous ne puissions mettre en chiffres la pauvreté en France ! Divers documents fixent la population itinérante à 300.000 individus, dont la moitié aurait moins de 30 ans. Mais la pauvreté dans sa globalité, qui sait vraiment mesurer son étendue ? En 1967, au plus fort de la société de consommation, la revue «Economie et Humanisme» comptabilise 25% de pauvres parmi la population française. Dans les années 70, René Lenoir avance un chiffre oscillant entre 4 et 5 millions, tandis que Lionel Stoléro se prononce pour 11 millions (22,4% de la population française). Nous inclinerons pour le pourcentage donné par Eliane Mossé, administrateur à l'INSEE, dans l'ouvrage le plus récent et le plus complet sur le sujet (2) : 15% des Français vivent en état de pauvreté, état défini par l'insuffisance des ressources disponibles, la précarité du statut social et l'exclusion d'un mode de vie (matériel et culturel) dominant. 15% ! Qui d'entre nous connaissait ce simple chiffre, alors que nous sommes quotidiennement submergés par des estimations de tous ordres qui donnent l'impression d'une population sous haute surveillance, perpétuellement contrôlée ? Les itinérants sont la partie visible de l'iceberg, la plus réduite et la moins supportable, l'extrême-pauvreté. A côté d'eux, en quelque sorte cousins germains en pauvreté, le «quart monde», qui présente à la différence des passagers un tissu social vivant et singulier, même s'il a été durement éprouvé.

(2) «*Les riches et les pauvres*»
Eliane Mossé
(Le Seuil, 1983)

A.T.D. PARMI LES EXCLUS

Aide à toute détresse - Quart monde est le seul mouvement en symbiose réelle avec les familles pauvres habitant les cités de transit et d'urgence. Les cités de transit, au nombre de 14 à Angers, sont des lieux clos, installés dans la périphérie de la ville, véritables ghettos invisibles aux passants, cachés par un stade, un cimetière ou une caserne. Les rares visiteurs se risquant dans les cités : le facteur, le policier et l'assistante sociale. L'«intrus», journaliste ou simple curieux, est rapidement repéré. Toujours cette hantise du regard de l'«autre», comme s'il s'agissait d'une accusation portée contre soi, ou pire, d'un apitoiement pour un être jugé inférieur et qui ne demande, en fin de compte, que la reconnaissance de cette «éminente dignité» du pauvre dont parlait Bossuet. Si l'itinérant peut fuir le regard de la société et rêver d'un avenir meilleur au bout de la route, la famille qui connaît depuis plusieurs générations

tions l'état de pauvreté et qui habite depuis toujours son quartier de misère n'a plus guère l'espoir d'une évasion. Il ne reste qu'à se soumettre à la fatalité, en disant que riches et pauvres existent depuis que le monde est monde et que rien n'y changera, ou qu'il faut «se trouver heureux» de son sort, parce qu'il y a plus malheureux que soi. Jamais le pauvre ne s'acceptera comme pauvre. Le mot a le goût de reproche, il «fait honte». La pauvreté devenue honteuse caractérise l'époque moderne. Jusqu'au XVIIIème siècle, «les pauvres au sens économique du terme possédaient un statut et des droits (...) Une série de droits communaux, de subventions codifiées par la loi et la coutume, faisait que le pauvre n'était jamais tout à fait désemparé. C'est par la rupture du statut et de ces droits que s'est instaurée une sorte de pauvreté pure ou absolue (...) Les miséreux sans feu ni lieu, sans appartenance et sans droits, sont alors apparus en masse» (3). A bien des égards, le quart monde évoque la survivance tenace d'une mentalité pré-industrielle : dans le travail effectué - petits métiers artisanaux en voie de disparition, cueillettes, commerces ambulants - dans le rapport souvent incohérent à la consommation - fascination pour les grandes surfaces, achats désordonnés et gaspilleurs. La pauvreté devient d'autant plus douloureuse à assumer que la civilisation industrielle s'est donnée comme fondement le développement infini des forces productives et du progrès matériel. La pauvreté devient alors «anomalie», «monstruosité» insupportable pour une société qui se voit contestée dans sa légitimité, insupportable pour le pauvre qui se trouve ainsi exclu de cette société. L'exclusion, concept-clé pour comprendre la pauvreté en 1984. Un mot d'un ami agriculteur me revient : «chez nous, nous étions pauvres, mais nous n'étions pas DES pauvres». Jusqu'à nos jours, certaines campagnes reculées connaissent un style de vie rude et rudimentaire, avec des fermes sans sanitaire ni appareillage moderne de consommation courante, et de petits paysans gagnant médiocrement leur vie. La solidarité des hameaux, le maintien des traditions, la transmission d'une culture font que ces gens pauvres ne peuvent être classés parmi le quart monde; nous les verrons rarement sombrer dans l'alcoolisme par désespoir, développer des tendances suicidaires ou s'étourdir dans la consommation.

(3) «Sociologie de la pauvreté»
Jean Labbens
(Gallimard
1978)

ENQUETES

DANS LES CITÉS

Un membre de la Société Saint-Vincent de Paul, qui a des amitiés dans les cités de transit, m'invite à l'accompagner à la cité La Garenne. Nous franchissons la Maine pour traverser le quartier de La Doutre. Il y a quelques décennies, la population pauvre se répartissait sur la rive gauche de la rivière, dans des masures flanquées entre le rocher du château et la place de la République, et dans le quartier de la Doutre, où demeurent encore des bouges sordides. Les années 50 et 60 ont permis la rénovation de ces quartiers et l'installation des pauvres dans des cités dites de transit ou d'urgence, qui perdurent vingt ans plus tard. On imagine sans peine la dégradation de cet habitat «provisoire» au fil des années, même si les P.S.R. (programmes sociaux de relogement) ont évité pour certaines cités le pire. La Garenne se range parmi ces dernières. Coincée entre le cimetière de l'Ouest, un terrain vague et des résidences coquettes, cette cité qui regroupe 54 logements n'existe pas pour qui ne connaît pas son emplacement, qu'aucun panneau n'indique. Seule une trouée entre deux résidences laisse entrevoir les petites maisons individuelles en matériaux légers et médiocres.

Combien sont-ils pourtant le dimanche à visiter le parc St-Nicolas, sans savoir qu'une pauvreté insoupçonnable existe à quelques dizaines de mètres seulement ? L'impression première est forte et étrange, le sentiment de fouler un univers surréaliste dont on ne retient qu'une image : les murs, des murs d'un jaune-orangé sale, bordant les quelques rues de la cité, qui prend une allure de labyrinthe, ou d'un assemblage incongru de pénitenciers en modèle réduit. Une porte entrebaillée dévoile une misérable courette, encombrée par des ferrailles de récupération. Symbole dérisoire d'une population irrésistiblement attirée par les clinquants du consumérisme et le piège du crédit : une vingtaine de caddies abandonnés dans la cité, que le proche centre de distribution Leclerc récupère chaque semaine. Qui jurerait qu'une société vit ou survit derrière les murs emprisonnant chaque maison ? Je me dis qu'il existe au moins un point commun entre riches et pauvres : les uns et les autres se protègent des regards indésirables derrière d'infranchissables murailles. Les riches pour défendre leur propriété, les pauvres pour sauvegarder leur honneur. Il est avilissant d'étaler sa misère, il est risqué de montrer sa fortune. Les pauvres de la Ga-

renne ont un mur pour unique horizon. Leur vie durant, ils retrouveront partout ailleurs ce mur qui les sépare définitivement des «autres». Devant les syndicats, l'Administration, les hommes politiques, les habitants des quartiers voisins, le même mur.

Nous quittons la Garenne pour la cité Jean Girard, de moindre importance mais tout aussi difficile d'accès. Pas d'enceinte cette fois, quelques maisons basses et grises qui méritent sans peine le nom de cabanes, avec un maigre jardin devant. Présence fréquente dans les cités d'urgence et de transit, les caravanes ou camions qui abritent des familles privées de domicile. Nous visitons une personne âgée, dont s'occupe la Conférence St-Vincent de Paul. Dois-je le dire, au risque de choquer ? La pauvreté a une odeur fétide, que l'on retrouve dans certaines rues aux appartements encore insalubres du centre-ville ou de la Doutre, aux étages des H.L.M. dégradées du quartier Belle-Beille et dans les cités de transit. L'intérieur que nous découvrons est composé du strict nécessaire : table, buffet, évier, cuisinière. Trois pièces faisant figure de chambre, salon et cuisine, séparées par de minces cloisons d'un matériau douteux. La toiture faite sans doute de plaques de bois et de tôle est en relation directe avec l'intérieur dépouillé. Pas un de nous, habitués à un confort minimum, n'accepterait de vivre dans pareille baraque. Dans un coin, difficile à croire tellement cela paraît jurer avec le décor et l'image traditionnelle de la pauvreté : une télévision, que l'on retrouve dans bon nombre d'appartements des cités de transit. Pour la femme illettrée que nous rencontrions, comme pour 313 analphabètes recensés à Angers (57% ont de 16 à 35 ans), la civilisation de l'image après celle de l'oral et de l'écrit, est une chance. Le Père Joseph Wresinski, fondateur d'ATD-Quart monde, préconise l'initiation des enfants du sous-prolétariat à l'électronique, ultime possibilité d'insertion sociale. Pour tous, la télévision, comme la consommation débridée dans les grandes surfaces, est une façon d'être «comme les autres», d'oublier un peu l'exclusion. Le téléviseur apporte enfin à domicile la part de rêve nécessaire; il reste la seule lucarne perçant le mur et ouvrant sur ce monde extérieur inaccessible. Le téléphone joue ce rôle avec plus de force encore, puisque l'échange devient alors possible, mais rares sont ceux qui bénéficient de ce privilège.

ENQUETES

UNE CULTURE SOUS-PROLÉTAIRE

En règle générale, les habitants des cités se sont résignés à leur territoire, n'allant pas au cinéma ni ne participant aux festivités locales. Au sein de la cité ne se déroule aucune activité collective publique. La pauvreté n'incite pas à la fête, mais une puissante solidarité, une vie sociale intense innervent les cités. La fréquence des déménagements a tissé des liens entre cités, la proximité du malheur invite au partage. La culture officielle est ignorée (livres, journaux, Maison de la culture, etc.) La peur domine la vie quotidienne : peur de voir l'enfant enlevé par la DDASS (Direction départementale des affaires sanitaires et sociales) et «placé» chez des «étrangers», peur de la coupure d'électricité ou de l'expulsion, peur de ne pouvoir «finir» le mois, peur d'un lendemain encore plus difficile qui conduit à vivre au jour le jour, sans souci de calendrier, peur de la maladie, qui obligera à de nouveaux frais, dans une population très fragile, où l'équilibre alimentaire n'est pas toujours respecté, où se multiplient les petites affections (varices, lumbagos, asthme...). Effectuer des travaux de terrassement ou de manutention use rapidement l'organisme.

N'idéalisons pas le quart monde, n'en faisons pas une image pieuse pour racheter notre âme, comme il fut fait par moment du tiers monde. Le sens de l'hospitalité, la générosité vraie, l'amour des enfants coexistent avec l'évasion dans l'alcool, les ruptures familiales, l'incapacité à éduquer l'enfant, à économiser ou dépenser utilement les aides financières, le recours à la violence. Sans préjuger des causes qui induisent de tels comportements et peuvent les expliquer...

Deux religieuses affiliées à A.T.D.-Quart monde aident depuis de nombreuses années les habitants de la Garenne. On se méfie du travailleur social, mais les «bonnes sœurs», on les aime bien. Elles me font part de leur réflexions : la pratique religieuse n'est pas développée dans les cités. Ils subsistent dans cette région de tradition catholique une religiosité qui assure ses dévotions à la Vierge, dont la statue de plâtre ou de plastique est souvent présente dans les foyers. Mais la foi ne va jamais au-delà. La religion représente malgré tout pour certains un secours, un espoir que la Sainte-Vierge réalise mieux que le crucifix rarement présent. A la différence de la classe ouvrière, le quart monde n'intériorise aucune morale, chrétienne ou laïque.

Dans le domaine sexuel, la liberté des mœurs est quotidiennement admise : parmi les 54 familles de la Garenne, 10 couples seulement sont mariés devant la loi. Le concubinage est donc fréquent, avec des liaisons de courte durée et une sexualité précoce. Néanmoins, la contraception est ignorée et les familles nombreuses : l'enfant est une source de joie et de revenus.

PROMESSES DE L'ENFANT

L'enfant est l'espoir du sous-prolétariat, les allocations familiales aidant (4). Il incarne la possibilité d'un avenir meilleur, la réalisation immédiate d'un projet à construire, le témoignage d'une existence. Mais la répétition des grossesses exprime surtout la résignation à ce qui est présente comme une fatalité, dont la conception d'un enfant est la première figure : «c'est la vie», «c'est le destin». D'où le refus de la contraception, entrevue comme la perturbation d'un ordre naturel. Le nombre des concubinages et des séparations donne au couple mère-enfants un rôle primordial dans la structure familiale. Comme ses parents, l'enfant se résout à la marginalité, à l'esprit de ghetto. Les M.J.C. environnantes ne les attirent pas et les enfants de la Garenne préfèrent jouer dans leur cité que de profiter du stade voisin dont la municipalité leur a permis l'usage. Leur santé est souvent fragile, frappée par des carences alimentaires graves. 8% des enfants et des adolescents français ne sont-ils pas touchés par ces insuffisances ? (5).

L'enfant ne reçoit généralement pas d'éducation telle que nous l'entendons. Cette absence qui mine dangereusement son avenir n'est pas en soi une indifférence de la mère, ni même une négligence à proprement parler, mais l'expression d'une mentalité déroutante pour qui ne partage pas cette vie : depuis parfois plusieurs générations, une famille ne doit sa survie qu'à l'assistance que lui procurent les institutions. Ce «syndrome» que nous évoquons chez les itinérants est une véritable drogue dont la consommation régulière conduit à une dramatique accoutumance. La perception fataliste de la vie, la soumission devant cet «ordre naturel» dont nous parlions à l'instant forment des êtres sans projets, impuissants à formuler une quelconque volonté. Dans cette forme d'esprit, la «nature» se chargera d'élever l'enfant, l'intervention de l'individu ne pouvant rien contre la force du destin. Sur les 2,5

(4) «*La maternité en milieu sous-prolétaire*»
Marie-Catherine
Ribeaud
(Stock 2 - 1979)

(5) «*Le Quotidien du Médecin*»
11 mars 1982

ENQUETES

millions d'enfants que comprend la France pauvre, 1,5 millions étaient pris en charge par l'aide sociale à l'enfance en 1980 et 200.000 se trouvaient «placés». Le placement intervient lorsque la DDAS juge incompatible le maintien d'un enfant au sein d'une famille qui ne lui assure pas l'entretien et l'éducation souhaitables. Cette décision ne va pas sans drame. Chez certaines familles sous-prolétaires, le placement fait figure d'enlèvement, d'ingérence autoritaire dans la cellule familiale. Pour d'autres, il est un moyen efficace de pression sur des parents ravagés par l'alcoolisme.

ECOLE ET POLITIQUE

Comment l'Education nationale, gratuite et obligatoire jusqu'à 16 ans, a-t-elle pu laisser échapper de ses mailles ce million d'illettrés dont souffre le quart monde ? «L'école, service public, profite le moins à ceux qui en ont le plus besoin par inadéquation des méthodes pédagogiques à la réalité très particulière du quart-monde.» (6) Lorsque l'enfant sous-prolétaire entre en maternelle, le conflit éclate et sa résolution passe par la marginalisation dans cette voie de garage, cette impasse qu'est l'enseignement spécial ! Conflit entre enfants (les réflexions blessantes sur les «pouilleux»), conflit entre cultures : les lectures, l'enseignement de la maîtresse puis de l'instituteur drainent l'image de la famille-modèle communément représentée dans notre société : papa travaille dans un bureau, maman décore le salon en son absence, les enfants jouent sur la pelouse du pavillon et tout ce petit monde se retrouve le dimanche dans la résidence secondaire. Comment l'enfant qui vit en cité de transit, ne part jamais en vacances comme une moitié des Français et dont les parents sont au chômage peut-il intégrer à l'école les indispensables repères de son environnement ? Dès le cycle élémentaire, 30% des enfants scolarisés du quart monde sont dirigés vers l'enseignement spécial (3% chez les autres enfants). Dans le premier cycle du collège, 3 enfants sous-prolétaires sur 4 sont en état d'échec total. 80% quitteront l'école à 16 ans, dont 100.000 sans savoir maîtriser la langue. A quoi il faut ajouter un absentéisme scolaire important, qui accentue les difficultés de l'insertion. Face à cette oppression des plus pauvres, A.T.D.-Quart monde a lancé la pré-école, qui se soucie de préparer l'enfant de 18 mois à 2 ans à son entrée en maternelle, de façon à prévenir par avance le retard qui l'éliminera. Cette éducation très souple est rendue à domicile, dans les familles.

(6) «Différences»
(magazine du
MRAP),
déc. 83
«Les enfants
nus»

Les pauvres ont-ils un souci politique ? Ne devraient-ils pas se trouver au premier rang de ceux qui désirent «changer la vie» ? Le directeur de l'Abri de la Providence, à qui je posais la question, me répondit qu'un politicien habile d'extrême-droite capterait facilement les suffrages de ses résidents. Vieux rôle attribué par Marx au lumpenprolétariat que d'assurer le maintien d'un ordre autoritaire et répressif. Mais ce n'est là qu'une description partielle de l'attitude politique du quart monde. Généralement, les sous-prolétaires n'attendent rien d'un scrutin, après une campagne électorale qui a sollicité toutes les corporations, mais n'a pas eu un mot pour le quart monde. Si les pauvres n'ont aucune confiance dans les idées et les partis, ils gardent un espoir dans certains hommes. Le Père Joseph Wresinski explique ce comportement (7) : «Nos structures démocratiques assurent la représentation, mais elles ne prévoient pas de recours (...) Quand ils écrivaient à de Gaulle, aux temps des grands bidonvilles, ils se disaient : «Nous subissons une injustice, il nous faut un recours». D'après la Constitution, ils ont parfaitement raison. Le chef de l'Etat est tenu de veiller à son application dans le respect des Droits de l'Homme; il doit se placer au dessus des partis politiques.»

(7) «*Les pauvres
sont l'Eglise*»
Père Joseph
Wresinski
(*Le Centurion*
1983)

AGIR

L'unique permanent angevin du Secours populaire français illustre parfaitement les propos du Père Joseph WRESINSKI sur nos «structures démocratiques» : d'emblée, il me confie que la misère, la «vraie misère», lui a été révélée au Secours populaire. Il militait pourtant dans des organisations politique et syndicale qui tenaient un discours de la pauvreté, l'exploitation. Mais il lui a fallu découvrir avec le S.P.F. ces ménages de personnes âgées qui, «vivotant» avec 75% du SMIC, ne peuvent s'acheter de la viande, pour mesurer l'ampleur de la pauvreté. Le Secours Populaire Français ? Avant tout «une chaîne de solidarité», avec un souci de pragmatisme et une large sphère d'intervention, qui va de l'aide financière aux épouses de grévistes (mais pas pour payer les tracts ! me précite-t-on) jusqu'à la distribution de jouets aux enfants déshérités (87 familles en ont profité à Noël). Les quatre à cinq bénévoles réguliers, eux-mêmes issus de milieux modestes, se montrent volontiers critiques : envers le maire, Jean Monnier, qui ne répondrait pas à leur demande d'un local supplémentaire, envers les organismes sociaux qui manqueraient de souplesse, envers l'indiffé-

ENQUETES

rence générale : les chômeurs qui s'ennuient ne pourraient-ils pas faire œuvre utile en se mettant au service des plus pauvres ? Mais l'action dont le S.P.F. tire le plus de fierté, dont il a assuré seul la réalisation, c'est la distribution gratuite, et spectaculaire, de 4.500 poules congelées dans les cités d'urgence et de transit (cette année-là, les règles du Marché commun agricole avaient infligé aux producteurs un excédent de trois millions de poules pondeuses). De telles distributions de surplus (pommes, tomates, etc) ont lieu régulièrement.

A combien s'élève la population du quart monde ? De deux à deux millions et demi d'individus, dont le revenu mensuel est inférieur à 2.000 F. 75% n'ont aucune qualification professionnelle. 500.000 vivent en habitat insalubre, dont 120.000 en cités de transit et 99.000 dans des baraques, caravanes, wagons désaffectés, etc. 350.000 familles doivent leur survie aux aides de l'Etat.

Il existe des pauvretés qui ne s'apparentent pas à celles des itinérants, qui ne se confondent pas non plus avec le sous-prolétariat des cités, dont l'explication ne passe pas par le phénomène « nouvelle pauvreté » ni par la transmission héréditaire. Pauvreté particulière, celle qui touche des peuples malmenés par l'Histoire (travailleurs immigrés, Tziganes) ou celle qui frappe une période de l'existence (femmes en rupture de foyer, personnes âgées).

ETRANGES «ÉTRANGERS»

L'A.D.A.T.I. (Association pour l'accueil des travailleurs immigrés) facilite le contact entre les migrants en difficulté et les organismes sociaux. L'agent d'accueil de l'antenne angevine m'apprend qu'il recevait la veille de ma venue un couple ne possédant que 1.000 F pour vivre. Beaucoup de ménages et de célibataires qui parviennent en fin de droit d'allocation-chômage, se retrouvent dans cette situation de détresse. Chaque année, l'A.D.A.T.I. offre ses services à un peu plus de 2.000 immigrés, sur une population qui en dénombrait 4.573 en décembre 1981. En 1975, les demandes d'aide concernaient la santé : une grave maladie soudaine, un accident du travail plongeait l'immigré dans la pauvreté. Depuis deux ans, le chômage frappe cette population qui avait su s'en prémunir en acceptant les basses besognes. Cependant, les travailleurs immigrés, et la constatation va à l'encontre du préjugé commun,

sont parmi ceux qui s'adaptent le plus facilement, si l'on peut dire, aux situations de pauvreté. Ils ne forment pas un sous-prolétariat tel que nous avons pu en décrire la psychologie. Ni désespoir, ni fatalisme, et l'exclusion dont les immigrés sont l'objet ne se confond pas avec celle du quart monde; elle a au moins une explication, qui n'est certes pas une justification : le choc des traditions, la barrière du langage, le style de vie. Venant de régions très pauvres (importante communauté marocaine à Angers), l'immigré est habitué depuis l'enfance à vivre avec peu d'argent, qu'il sait dépenser à propos : acheter en commun un mouton ou des volailles qui seront dépecées et gardées en congélateur, pour éviter les achats coûteux de viande, acheter des cageots de fruits au marché de gros au lieu de passer par le détaillant. A la différence du sous-prolétaire français sans avenir, l'immigré garde au cœur un projet qui lui est cher : travailler pour la famille restée au pays, pour son retour auprès des siens.

(8) «Etudes»
janvier 84
«Les gitans dans
la nation»

Situation comparable que celle des gitans, bohémiens, romani-chels ou tziganes, autant de noms pour qualifier les gens du voyage (8). L'absence d'adresse fixe leur interdit de bénéficier des régimes d'aide sociale. Mais c'est essentiellement la sédentarisation qui conduit à la pauvreté une population alors vite dépossédée de ses fortes traditions, et dans l'incapacité de s'intégrer au mode de vie dominant. Sédentarisation ou semi-sédentarisation, lorsque l'argent manque pour poursuivre le voyage.

A Angers, nous retrouvons des campements de plusieurs familles installés en divers lieux de la ville, en occupation «sauvage» et insalubre, près du supermarché Carrefour ou de l'université de Belle-Beille. La police intervient pour les déloger, ils trouveront refuge ailleurs puis retourneront à l'endroit initial. La présence de ces familles pauvres, qui ne sont plus réellement des gens du voyage mais qui refusent de s'adapter au terrain d'accueil aménagé par la Ville, pose un véritable casse-tête à la municipalité. Sur les routes de France ou en logements traditionnels, les gitans sont 150 à 200.000 personnes, dont 30% de sédentaires.

FEMMES OPPRIMÉES

Il n'est pas évident, de prime abord, que les femmes seules soient comprises dans la population pauvre. Pourtant, une per-

ENQUETES

sonne sur quatre reçue aux Secours catholique est une femme en difficulté (9). Elles sont en tout 800.000, dont plus de 30% de divorcées, avec 1,5 millions d'enfants à charge. Si les divorcées connaissent les situations les plus dramatiques, il ne faut pas omettre les célibataires, les mères-célibataires et les veuves. Là comme ailleurs, la multiplication des embûches précipite dans la pauvreté : une pension alimentaire qui tarde à être versée, l'absence de qualification, le délai d'attente trop long pour obtenir un stage (stage qui ne débouche parfois sur rien). Une femme âgée de 40 ans ayant 4 enfants sous sa responsabilité n'a pratiquement aucune chance de trouver un emploi; elle aura de grandes difficultés à obtenir un appartement par l'office H.L.M., méfiant à l'égard de ceux qui ne pourraient pas supporter le prix du loyer. Enfin, la femme divorcée dont les enfants sont majeurs et qui n'a jamais travaillé se retrouve sans ressource ni couverture sociale.

(9) «*Messages du Secours catholique*» oct. 83, «*Femmes en difficulté*»

Le foyer Bethanie est enclavé dans le monastère général du Bon Pasteur, tenu par les religieuses du même nom. Ce retrait du monde, impression première lorsque l'enclos est franchi, n'est pas indifférent; la plupart des femmes qui trouvent refuge dans ces lieux sont littéralement terrorisées par leur mari et n'osent trop s'aventurer au dehors. Comment ces «petites dames», comme les appelle Sœur Marie-François, responsable du foyer, ont-elles pu en arriver là, apeurées et totalement démunies ? La grande majorité proviennent de milieu ouvrier ou sous-prolétaire, n'ont pas d'argent (le mari a retiré la somme du compte commun) et sont chargées de dettes. L'éclatement du couple se déroule selon le même scénario : le chômage du mari smicard amorce le processus. L'homme sans travail, c'est-à-dire sans reconnaissance sociale, se sent humilié. Le petit appartement H.L.M. se transforme rapidement en cellule, que l'on quittera pour le bistrot et les copains. Désormais, le conjoint, privé d'un domaine où il puisse s'affirmer, s'enfermera dans les trois activités que mentionnent souvent les épouses : la bière, la télévision et «ça». «Ça», bien sûr, désigne la violence sexuelle, dont beaucoup affirment être les victimes. Sœur Marie-François reste prudente : n'y a-t-il pas dans ces confidences volonté d'accabler le mari, de justifier une situation désespérée ? Il est incontestable que presque toutes ont été battues, comme 20.000 femmes françaises. Seule la rupture mettra un terme à ces déchirements. Rupture au détriment de la femme, qui se retrouve à la rue avec les enfants. A Angers, il lui faudra attendre 3 à 6 mois pour acquérir un appartement en H.L.M.

Le foyer Bethanie assure pour un temps l'hébergement mais les 12 chambres qu'il offre ne répondent pas aux deux demandes quotidiennes. En autorisant il y a quatre ans l'ouverture de tels foyers, la DDASS doutait de leur réelle utilité. En 1982, le foyer Bethanie recevait 102 femmes (le plus grand nombre ont entre 20 et 30 ans) et 143 enfants. La moitié résident moins d'un mois chez les Sœurs du Bon Pasteur.

«LA VIEILLESSE EST UN NAUFRAGE»

Depuis une décennie, d'importantes améliorations ont transformé la vie des personnes âgées et considérablement amoindri la part de cette population autrefois affligée. Néanmoins, nous pouvons appliquer à toute une tranche du troisième âge les différents points qui définissent l'état de pauvreté : ressources insuffisantes, perte du statut social puisqu'on n'est plus « productif », exclusion du mode de vie dominant puisque la société ne fait plus sa place aux « anciens », qui sont devenus les « vieux ». Le 4 août 1981, Joseph Franceschi, ministre alors chargé des personnes âgées, visite inopinément l'hospice de Nanterre. Nous découvrons qu'un « mitard » y est utilisé pour punir les vieillards indociles, que les conditions de vie approchent celles du système carcéral. Les psychiatres ont pu constater que les départs à la retraite et les contrats de solidarité conduisaient certaines personnes âgées des classes moyennes de la solitude à la dépression, et de la dépression à la pauvreté. D'autant que les ressources ne permettent pas souvent de s'offrir la traditionnelle maison de retraite (surtout pour les invalides) et que finir sa vie dans un hôpital se conçoit comme la dernière extrémité. La maison de retraite Jeanne Jugan, fondée par les Petites Sœurs des Pauvres, accueille les personnes âgées aux revenus modestes (anciens ouvriers, retraités agricoles). Mais les 80 chambres disponibles ne contentent pas les 4 à 5 demandes d'admission quotidiennes. La maison de retraite St Nicolas ne bénéficierait pas de notre attention s'il n'y subsistait un vestige des « mourroirs ». Le service St Joseph, encore appelé « Cayenne » par le personnel. Un vaste dortoir divisé en stalles, pouvant contenir 20 à 30 personnes. Détail : les placards contenant les effets des résidents sont à l'extérieur du dortoir, au contact du froid et de la pluie. L'aumônier Meneteau me décrit l'atmosphère de chambrée qui règne dans ce dortoir, les ravages de l'alcoolisme et l'origine sociale de ses occupants : beaucoup étaient dans les années 30 carriers à Trélaze ou ouvriers dans les usines de filature Bessonneau,

ENQUETES

dans des conditions de travail inhumaines, une sous-alimentation permanente, un habitat composé de baraques. Quelques-uns gardent des séquelles de la première guerre mondiale. A St Joseph, c'est toute une humanité traumatisée qui témoigne de la misère d'il y a un demi-siècle, en une époque où la pauvreté était infiniment plus étendue, plus profonde qu'aujourd'hui.

LA MISERE VUE D'AILLEURS

Comment entreprendre un voyage en pauvreté sans passer par le discours officiel sur la pauvreté, celui que redoutent tant les pauvres mais dont ils essaient de tirer quelque profit ? Lorsque j'entre dans les bureaux du C.C.A.S. (Centre communal d'action sociale), j'ai à l'esprit cette analyse de «Libération» : «Principe gravé en lettres d'or sur le fronton des organismes sociaux : ici on ne fait pas confiance. Aucun prêt ne sera accordé même si tout est en règle et si le retard incombe à l'administration. Tant pis, et ne venez pas vous plaindre. Il n'existe aucune instance prévue à cette fin. Il faudrait aussi parler de ces dédales de subventions, d'aides, d'allocations en tout genre versées par une pléthore de services régionaux, départementaux, municipaux ou autres et tous porteurs de sigles infernaux - CAF, DDASS, MSA, AEMO, CPA - répartis selon un découpage géographique qui ne s'apprend pas à l'école et dont les dossiers ne portent pas le même numéro d'identification. Frisant la dépression chronique, les spécialistes des problèmes sociaux sont donc obligés de constater l'échec d'un système théoriquement idyllique»(10). Ils sont 150 à franchir en moyenne chaque jour la porte du CCAS. Tous ne sont pas pauvres au sens strict, mais presque tous ont pris habitude à l'assistance. Pour corriger ce réflexe qui ne fait qu'aggraver une situation difficile, le CCAS se refuse à être un «distributeur d'argent», les versements se font irrégulièrement, pour ne pas favoriser l'assistance. Le Centre délivre des bons d'alimentation et de logement, dispense une multitude d'aides (aide médicale à domicile, aide au logement, aide à la cantine pour les enfants...) et gère 7 foyers-logements et 9 foyers restaurants ouverts aux personnes âgées. Malgré un budget «monumental», Mme Basset, assistante sociale et responsable du CCAS, reconnaît «ne pas pouvoir faire face à la pauvreté», une réalité trop opaque, trop fuyante. Ne faudrait-il pas saisir le mal à la racine, en introduisant des conseillères en gestion familiale dans les familles dont les difficultés proviennent avant tout d'une mau-

(10) «Libération»
18-19-20 janvier 83
«Les nouveaux
pauvres»

vaise organisation du budget ? C'est ce que propose Mme Basset: Francis Poupelin n'est pas loin de penser la même chose lorsqu'il me dit que «la plus grande pauvreté est d'ordre culturel».

Le conseiller municipal délégué aux affaires sociales n'est pas un apparatchik municipal comme il en existe beaucoup; il ne porte d'ailleurs pas le costume trois-pièces qui distingue tout élu de quelque importance. L'homme est chaleureux dans la conversation, sensible au sujet dont il a la charge. En quelques mots, voilà brossée l'«option municipale volontariste» : refus de la bienfaisance, du paternalisme, qui prennent trop souvent l'allure d'une humiliation. En octobre 1983, la distribution de bons a été délibérément restreinte; 12 personnes seulement en ont bénéficié. Autre champ d'intervention sur lequel se bat Francis Poupelin : la lutte contre la ségrégation. «Mélanger les populations, dans la mesure du possible», freiner la construction de cités d'urgence au niveau des permis de construire, favoriser la «convivialité». Mais comment empêcher les sociétés immobilières de créer des quartiers à haut standing ? Dans les années 50, certains quartiers neufs connaissaient un réel brassage social. Mais les loyers très bas ont incité les plus aisés à partir et ont attiré les plus paumés; ainsi se forment insidieusement des ghettos. L'aide personnalisée au logement est le plus sûr moyen de lutter contre la ségrégation, avec la relative maîtrise des sols par le P.O.S. (Plan d'Occupation des Sols).

LES PAUVRES NOUS INTERPELLENT

Lorsque sa réalité est admise, la pauvreté ne s'aborde pas comme un entomologiste se pencherait sur une colonie d'insectes. La pauvreté, nous l'avons constaté, frappe, par l'ampleur que prend la crise, au cœur des classes moyennes. Elle devient pour beaucoup menace potentielle, non plus les lointaines «poches de pauvreté» des années 60. Son existence met en cause la communauté entière. «Ici, la politique sociale rejoint la politique tout court, c'est-à-dire la question de la démocratie dans notre société : chaque citoyen a-t-il ou non vocation à préserver son autonomie individuelle (par rapport au contrôle social) et à obtenir les moyens de participer, à son niveau mais sans discrimination, au fonctionnement des institutions démocratiques ? (...) Et comment ne pas sentir que la pauvreté engendre un processus de décomposition de notre tissu social très préoccupant ? Pauvreté et exclusion posent

donc un problème éthique et éminemment politique qui interpelle notre société sur sa nature propre et son devenir.» (11)

Le vagabond de l'Abri la Providence, l'ancien détenu du Relais Bois Labbé, la famille sous-prolétaire de la cité la Garenne, la femme humiliée du foyer Béthanie, le vieillard oublié de St Nicolas ont une «fonction-miroir» : ils ne reflètent rien d'autre que notre propre image.

Emmanuel MOUSSET

(11) «*Echange et projet*», oct. 82.

DES RÉFORMES A REÇULONS ?

Depuis plusieurs mois le milieu psychiatrique est en émoi. En effet après une phase riche d'espairs portés par la charte de la santé, le discours de Sotteville-lès-Rouen (Ralite) et le rapport pour une voie française de la psychiatrie (rapport Demay) aux perspectives novatrices (1) prévoyant la mise en place de réelles alternatives à la fois dans les pratiques, dans les institutions et dans les législations, le champ psychiatrique s'est trouvé confronté à des mesures allant à l'encontre des orientations précédentes.

Ce changement de politique a provoqué de nombreuses grèves dans les CHS, des communiqués communs entre les centrales syndicales CGT et CFDT et le syndicat de la Psychiatrie, et une journée nationale de protestation le 9 décembre 1983.

Cette nouvelle politique de la santé mentale, tout en maintenant certaines ouvertures «déségrégatives» risque de créer une psychiatrie à deux vitesses. En effet un certain nombre de mesures trouvent leur cohérence dans une telle perspective qui se situe dans la logique économique actuelle.

LA RÉFORME HOSPITALIERE ET SES MODALITÉS D'APPLICATION BUDGETAIRE

Le ministère a renoncé sous la pression des secteurs les plus conservateurs à élargir de manière démocratique le fonctionnement des départements. Les départements, nouvelles unités hospitalières en remplacement des services, auront à leur tête un médecin élu par ses pairs et non par l'ensemble des personnels y travaillant. Si cette élection constitue une avancée (il faut la soutenir contre tous les défenseurs du statu-quo), elle est limitée. De plus ce projet de départementalisation va s'appliquer tel quel à la psychiatrie, alors qu'il a été conçu pour l'hôpital général, sans tenir compte donc de l'extra-hospitalier. Cette réforme n'est donc pas adaptée à la spécificité de la psychiatrie caractérisée par l'unicité de la pratique intra et extra-hospitalière de la psychiatrie de secteur. Le préalable à la départementalisation devrait être la

CHRONIQUES

création de l'établissement public de santé mentale (E.P.S.), établissement public de soins tenant compte de principes indissociables :

- Administration, gestion technique et financière unique de l'ensemble des structures et services hospitaliers et extra-hospitaliers.
- Budgétisation globale de l'ensemble des recettes et des dépenses, avec prise en compte des besoins psychiatriques réels.
- Dotation globale des organismes d'assurance maladie prenant en compte l'ensemble des activités thérapeutiques des équipes de soins de l'établissement de santé mentale.

Or le projet actuel de réforme ne propose l'application du budget global qu'aux seules institutions hospitalières, faisant passer à l'ordre du jour la création d'E.P.S. pourtant prévue dans le rapport Demay.

Le budget global qui doit remplacer le financement au prix de journée (pour couper sa logique inflationniste : plus les hospitalisés sont nombreux, plus l'hôpital reçoit d'argent) est une mesure technique de bon sens, mais si ce budget n'est pour la psychiatrie qu'un budget intra-hospitalier, il ne permettra pas un redéploiement des moyens sur l'extérieur. Parler de la suppression de 12.000 lits en psychiatrie (ce qui est une bonne chose) sans donner les moyens concrets d'une autre pratique est inacceptable et ne vise qu'à restreindre les dépenses de santé en empêchant la mise en place de formules déségrégatives.

Au contraire comme nous l'avons dit, l'idée d'un budget global conjoint intra et extra-hospitalier (E.P.S.) aurait pu permettre les changements nécessaires.

Enfin une circulaire, datant du 5/10/83, donnant pouvoir aux commissaires de la République de transformer les hôpitaux en MAS et CAT (2) c'est-à-dire des institutions fonctionnant avec un prix de journée inférieur et un personnel moins qualifié (médecin généraliste à la place de psychiatre et aide-soignant à la place d'infirmier) va entraîner une très grave régression de la psychiatrie publique en instaurant un système à deux niveaux :

- d'une part les services de CHU et quelques unités sectorisées qui verront (peut-être) leurs moyens maintenus,
- d'autre part, l'hôpital psychiatrique (CHS) transformé en MAS, devenant un simple lieu de gardiennage et de mise à l'écart. Car même si au départ les critères d'admission dans les MAS sont très restrictifs (débiles profonds, psychose fixée empêchant toute autonomie) ils ne pourront que s'élargir avec le temps. L'exemple des CAT créés au départ pour accueillir des personnes handicapées à partir de 16 ans quelque soit la nature de leur handicap et qui ne prennent plus que des «handicapés» légers est assez édifiant.

LA RÉFORME DES ÉTUDES MÉDICALES

Cette réforme qui est déjà votée est quasiment la même que celle du précédent ministre (J. Barrot). Elle va aboutir à une diminution des 2/3 des psychiatres en formation et ne tient pas compte de la spécificité de la pratique psychiatrique; elle se place, ainsi, dans une logique de pénurie (cohérente avec la création de MAS dans les CHS) strictement hospitalo-centrique et soumise à un modèle médical technologique, ce qui est évidemment regrettable.

LE STATUT DES MEDECINS HOSPITALIERS EXERÇANT EN PSYCHIATRIE

Le statut connaît des avancées souhaitables : statut unique, dissociation du grade et de la fonction, mais il ne tient pas compte de la spécificité extra-hospitalière. De plus les psychiatres vont désormais être soumis à l'autorité des directeurs d'hôpitaux, ce qui sera peut-être efficace pour l'économie de la Santé, mais bien peu pour une pratique de dépassement de l'asile.

Ce n'est pas en diminuant l'indépendance technique des professionnels, en les soumettant à des pouvoirs d'instances administratives et de direction que la psychiatrie française fera les réformes nécessaires. Une autre démarche était et reste encore possible, prévoyant des lieux alternatifs de petite taille et essayant d'éviter la mise à l'écart et cela pour tous les malades (par exemple des fa-

CHRONIQUES

milles d'accueil ou des lieux de vie pour les malades autonomes). Pour cela la circulaire du 5/10/83 doit au préalable être annulée, ainsi d'ailleurs que la loi de 1975 dans l'esprit de laquelle elle se situe (3).

Devant la situation actuelle l'élaboration de décrets spécifiques à la psychiatrie et conjointement l'ouverture d'une négociation globale semblent seules pouvoir débloquer la situation.

Julien BETBEZE

(1) Cf «Cité» N° 3
(2) MAS : Maison d'Accueil Spécialisée (décret du 26.12.78 (circulaire du 28.12.78)

Les MAS sont les établissements d'accueil et de soins destinés

à recevoir un minimum d'autonomie et dont l'état nécessite une surveillance médicale et des soins constants (handicapés intellectuels profonds, handicapés physiques).

CAT : Centre d'Aide par le Travail (décret du 31.12.77 - circulaire du 31.10.78)

Les CAT sont simultanément une structure de mise au travail et une structure médico-sociale pour les handicapés incapables d'exercer une activité en secteur ordinaire de production ou en atelier protégé.

(3) cf «Cité» N° 3

LES LIBÉRAUX SELON LA CHARTE

Prendre le libéralisme au sérieux. Telle est notre intention, qui nous a déjà conduits à une relecture de Tocqueville (1) et de Benjamin Constant (2). Elle nous entraîne maintenant à interroger deux penseurs secondaires, qui furent des hommes politiques importants sous la Restauration : Royer-Collard et Guizot. Deux noms qui fleurent bon la bourgeoisie et qui, il y a peu, auraient été disqualifiés pour cette raison même. Mais, répétons-le : cette courte recherche a pour seul objectif d'examiner comment, dans la première moitié du 19^{ème} siècle, fut envisagée la question du pouvoir politique.

On les appelle les «doctrinaires», mais jamais un tel qualificatif n'aura été aussi peu mérité : les doctrinaires n'ont pas de doctrine et passent leur temps à justifier des situations changeantes. Ils ne forment même pas une école : «ils sont quatre, qui tantôt ne se vantent de n'être que trois, parce qu'il leur paraît impossible qu'il y ait au monde quatre têtes d'une telle force, et tantôt prétendent qu'ils sont cinq, mais c'est pour effrayer leurs ennemis par leur nombre» disait un journal de gauche (3). Ces libéraux «doctrinaires» sont en réalité des opportunistes. Au gré des circonstances, ils veulent concilier l'autorité et la liberté; attachés à la Charte, ils cherchent à réaliser l'équilibre des pouvoirs à travers des convictions successives.

ROYER-COLLARD

Né en 1763 dans une vieille famille de la Marne, élevé chez les Pères de la doctrine chrétienne, Royer-Collard, avocat au Grand Conseil du Parlement, accueille favorablement la Révolution. Il s'exile dans sa province après la chute des Girondins, puis fréquente les milieux royalistes. Elu au Conseil des Cinq-Cents, il ne s'intéresse guère à l'Empire. Partisan de la Charte, il prête cependant serment à Napoléon à son retour de l'île d'Elbe. Nommé Conseiller d'Etat après les Cent-Jours, il représente le département de la Marne de 1815 à 1840. Il y lutte contre les ultras, soutient le ministère Decazes, mais pas le cabinet Richelieu. C'est à la Chambre qu'il prononce les grands discours qui le rendirent populaire : ils forment l'essentiel d'une œuvre que Royer-Collard ne voulut jamais systématiser.

(1) «Cité» N° 5

(2) «Cité» N° 6

(3) cité par G. Berthier
de Sauvigny :
«La Restauration»
(Flammarion).

CHRONIQUES

Comme tant d'autres, Royer-Collard est disciple de Montesquieu. Mais, curieusement, sa défense et illustration de l'équilibre des pouvoirs commence par une négation des fondements du pouvoir. Il récuse la théorie du droit divin, tout autant que celle de la souveraineté populaire. Pour lui, «la souveraineté du peuple n'est que la souveraineté de la force. La Révolution, telle qu'elle s'est opérée pour le malheur du siècle, n'est autre chose que la doctrine de la «représentation en action». Plus encore : il ne s'agit pas de contester telle ou telle théorie particulière du pouvoir, mais bien toute conception de la souveraineté : «dès qu'il y a une souveraineté, il y a despotisme; dès qu'il y a despotisme, il y a, sinon mort sociale, du moins désordre économique profond. Demander où est la souveraineté, c'est être despotique et déclarer qu'on l'est». Le débat semble clos. Il ne l'est pas car, selon une logique toujours observée chez les penseurs de la modernité, le ou les principes transcendants, chassés de la pensée politique, y reviennent autrement pour la couronner majestueusement. Ainsi chez Royer-Collard, qui reconnaît l'existence d'une souveraineté extrapolitique. Il y a bien une souveraineté, mais elle est extérieure au pouvoir : «La seule qui mérite ce nom (c'est une) souveraineté supérieure aux peuples, comme aux rois, je veux dire la souveraineté de la raison, seul législateur véritable de l'humanité.»

Le tour est joué. Il permet à Royer-Collard d'affirmer la prééminence du droit, issu de la raison souveraine, et d'établir «l'éternité» d'une Charte toute entière ordonnée autour du principe de l'équilibre entre le pouvoir et la liberté. La Charte est en effet, pour Royer-Collard, un édifice qui repose sur des fragments distincts de souveraineté : «plusieurs pouvoirs concourent à l'exercice de la souveraineté. Aucun ne peut prétendre, à lui seul, détenir la souveraineté». Le roi, le peuple, le gouvernement, ne sont que des législateurs qui doivent s'associer pour établir une loi impersonnelle. La Charte a voulu que «personne, en vérité, ne fit la loi tant seraient nombreuses, diverses et séparées, les puissances dont l'accord serait nécessaire pour qu'elle fût faite».

Au contrat social de Rousseau, Royer-Collard substitue donc une sorte de contrat politique. Encore faut-il que quelque chose, ou quelqu'un, fasse tenir ensemble les différentes parties qui

concourent à la définition de la loi. La monarchie présente pour Royer-Collard la seule solution rationnelle qui permette à l'équilibre de se réaliser. L'objectif de Royer-Collard paraît donc atteint, mais au prix d'une contradiction majeure qui fait s'effondrer son édifice théorique. C'est que l'équilibre théorique des pouvoirs ne se réalise pas spontanément : il faut un pilier sur lequel puissent s'appuyer les diverses parties contractantes, et ce pilier va devoir jouer un rôle majeur. Bien sûr, Royer-Collard reste fidèle à sa conception première en déclarant que «la monarchie reconstituée par la Charte est une monarchie mixte dans laquelle plusieurs pouvoirs concourent avec le pouvoir royal». Mais c'est pour ajouter aussitôt : «entre plusieurs pouvoirs qui concourent, la force des choses et le besoin de l'unité font prédominer plus ou moins l'un de ces pouvoirs qui acquiert sur les autres une influence ouverte ou cachée. Nul doute que dans notre gouvernement le pouvoir royal ne soit celui auquel doit appartenir cette influence de direction». Et encore : «le roi de la Charte conserve une éclatante primauté entre les pouvoirs qui l'entourent. Seul, il représente l'autorité morale de la société; seul il agit, seul il commande, seul il est l'auteur de la loi dont l'initiative lui est exclusivement réservée. Cette dernière circonstance exprime qu'à son égard les autres pouvoirs ne sont que des limites». Soulignons enfin cet aveu, qui marque le caractère illusoire de la théorie des pouvoirs équilibrés, et ce par quoi elle est sauvée : «Je n'avais de vocation libérale qu'avec la légitimité; la quasi-légitimité n'est pas un contrepoids suffisant, elle aura bientôt usé les honnêtes gens qui s'y sont confiés».

Le cheminement de Royer-Collard est logique, mais il le conduit là où il ne voulait pas aller : avec la reconnaissance d'une légitimité royale, nous sommes à l'opposé de la contestation radicale du principe de souveraineté. La contradiction n'a pas seulement affecté le «système» de Royer-Collard, mais toute sa pratique politique. Ce partisan du système représentatif favorisera l'avènement du régime parlementaire; ce défenseur des prérogatives royales rédigera l'adresse des 221, ce défenseur de la monarchie favorisera son écroulement. Danger du verbe, lorsqu'il ne s'appuie pas sur une pensée rigoureuse...

CHRONIQUES

GUIZOT

Guizot naît en 1787, dans une famille protestante nîmoise. Arrivé à Paris en 1805, pauvre mais plein d'ambition, il fréquente les bons salons littéraires, où il rencontre Benjamin Constant. Nommé professeur à la Sorbonne en 1812, il y occupe la chaire d'histoire moderne. En 1814, il rédige la loi sur la presse (fort peu libérale...) et celle de l'Université. Il rejoint Louis XVIII à Gand pendant les Cent-Jours. Nommé ensuite secrétaire général au Ministère de la Justice, il démissionne en 1816 en signe de protestation contre la Terreur blanche. C'est alors qu'il publie son célèbre ouvrage «Du gouvernement représentatif et de l'état actuel de la France». Nommé maître des requêtes au Conseil d'Etat, c'est lui qui, de concert avec Royer-Collard, décide le roi à dissoudre la Chambre introuvable. Son influence politique décroît après la chute du ministère Decazes et il se consacre à la publication de nombreux ouvrages. Elu à Lisieux en 1830, il soutient l'Adresse des 221, est réélu en juin et rédige la protestation contre les Ordonnances de Charles X. Il est de ceux qui portent Louis-Philippe au pouvoir. Devenu ministre, il portera une lourde responsabilité dans la Révolution de 1848. Comme Royer-Collard, ce doctrinaire est un opportuniste, qui fera s'effondrer ce qu'il avait construit.

Guizot est un royaliste libéral, partisan de la Charte qui, pour lui «fut l'œuvre de la nécessité, de la raison et du temps». C'est autour d'elle qu'il organise ses convictions successives, du royalisme constitutionnel au libéralisme anti-dynastique, du régime représentatif au système parlementaire.

Contrairement à Royer-Collard, Guizot ne croit pas à la théorie de l'équilibre des pouvoirs, qu'il qualifie de «vaine». Le premier Guizot, celui de 1816, défend le principe de la prééminence royale et de la suprématie du gouvernement. «Il n'y a donc, ni dans la responsabilité ministérielle, ni dans l'inviolabilité royale, aucune raison de considérer le roi comme étranger aux actes du ministère et les actes du ministère comme étrangers à la volonté du roi. C'est le roi qui veut et agit, qui, seul, à le droit de vouloir et le pouvoir d'agir. Les ministres sont chargés d'éclairer sa volonté...» Et Guizot d'ajouter : «... le nom et l'autorité personnelle du roi sont, au-

«M. Guizot, cet homme que l'on a cru capable, jusqu'au bout où la monarchie s'engloutit avec lui dans l'abîme qu'il avait creusé; cet homme qui parvint à faire croire pendant dix-huit ans, que l'orgueil était du génie; cet homme qui, enfin, a donné la mesure de sa capacité dans cet incroyable livre intitulé «De la Démocratie en France», livre qui semble fait à la fois par un aveugle et un sourd.»

Alexandre DUMAS

jourd'hui, ce que redoute le plus le parti dont nous avons à nous défendre... et c'est précisément à cause de cela que nous désirons que le roi parle, ordonne, propose; nous vivons dans un temps où rien ne paraît inattaquable et sacré, où l'esprit de parti n'écoute et ne respecte rien; nos institutions, nos intérêts, notre repos ne sont ni protégés, ni soutenus par aucune de ces croyances morales, de ces habitudes puissantes qui répriment ailleurs les tentatives des intérêts particuliers et des passions personnelles; le long règne du mensonge a obscurci pour nous toutes les vérités; l'abus de la force a éteint dans nos âmes la vénération de la loi : la raison et le patriotisme même sont incertains, ne savent ni se rallier ni agir, et n'exercent qu'un pouvoir précaire. Et c'est au milieu de ce désordre que nous avons été assez heureux pour voir reparaître en France un nom qui commande le respect... Tous les intérêts et toutes les passions qui menacent le bonheur de la France menacent en même temps l'autorité royale; elle seule peut les réprimer; c'est donc autour d'elle qu'il faut nous réunir afin que, sûre de sa force, elle use librement de tous ses moyens.»

Cette belle réflexion résume la «doctrine» de 1816, qui se retournera cinq ans plus tard dans l'ouvrage intitulé «Des moyens de gouvernement». «Rien n'est si commun, proclame alors Guizot, que de voir le gouvernement oublier qu'il y a un peuple, et un peuple à qui tout ce qu'il fait doit aboutir. Des erreurs du pouvoir, celle-là surtout lui est fatale, car c'est dans les masses, dans le peuple lui-même qu'il doit puiser sa véritable force, ses premiers moyens de gouvernement».

Etranges doctrinaires, à la pensée et aux attitudes si fluctuantes. Leur attachement à la liberté n'est cependant pas contestable, ni leur horreur de l'extrémisme révolutionnaire comme de l'ultra-cisme royaliste. A juste titre, le pouvoir royal leur parut seul capable de maintenir l'équilibre institutionnel, et de concilier l'autorité et la liberté. Mais ils perdirent vite ce point fixe, et oscillèrent au gré des circonstances. Leur construction intellectuelle n'y résista pas plus que l'institution qu'ils avaient prétendu servir.

Club Nouvelle Citoyenneté
de Paris

CHINE MILLÉNAIRE, CHINE NOUVELLE



Midi. Je quitte Pékin sous la pluie; l'ambiance est mise. Enfoncé dans un fauteuil de velours cramoisi, je n'arrive pas à m'arracher à une rêverie morose, bercé par les légères trépidations du train. Le paysage offre peu d'intérêt, champs de riz, buffles, maisons en pisé et d'immenses fleuves traversés sur lesquels je note quelquefois des ouvrages d'art commencés et, semble-t-il, abandonnés. Dans la soirée, l'ami Fan entre dans ma cabine, avec une belle édition française des «Cent fleurs» de Guo Moruo, qu'il a la gentillesse de m'offrir; il voudrait tant me voir être, en France, un des messagers

Pour lire les chroniques racontant le début de ce voyage, on se reportera à «Cité» numéros 5 (l'Union soviétique où le rouge est mis) et 6 (La Chine ou la séduction déployée)

VOYAGE EN CHINE

de la révolution ! Je l'interroge sur mes observations de l'après-midi. Ce qui m'intrigue est un des résultats de l'actuelle querelle sino-soviétique. Ingénieurs et techniciens du grand frère révisionniste, du jour au lendemain et sous les insultes, ont plié bagage, emportant avec eux les plans des ponts, usines, ports et autres infrastructures en construction qu'ils s'étaient bien gardés de dévoiler à leurs amis de classe. Camaraderie oblige.

Nous achèverons tout ça plus tard, affirme Fan que le doute n'effleure jamais dès lors qu'il s'agit du grand bond en avant.

Je n'arrive pas à fixer mon attention sur les poèmes de Guo Moruo; trop de questions affluent à mon esprit; mon carnet de voyage est le reflet de mes interrogations : ratures, surcharges... je mettrai tout ça au net à mon retour en France, si j'arrive à fixer mes idées.

Physiquement, je ressens même un étrange malaise m'envahir qui disparaît seulement lorsque je gagne le wagon restaurant, seul endroit où tous les problèmes se résolvent dans l'euphorie. Fan, qui me prêche la révolution avec toute la fougue du prosélyte, m'assomme. La révolution est-elle donc si triste ? Deux ans avant la «chinoise», je partais à la découverte de la «cubaine», celle que l'on appelait alors «la révolution, plus la samba». Elle était encore, sinon fraîche sous les tropiques, du moins joyeuse, et je gardais à l'esprit la décontraction d'un peuple libre, avant le nouvel enfermement. La Chine me captive, mais à tant de détails et malgré la somptuosité de l'accueil, je sens déjà qu'une chape de plomb s'est abattue sur le pays.

Ce matin, au lever du rideau, le soleil est éclatant; il illumine un étrange paysage fait d'étonnantes collines bizarrement sculptées par l'érosion, de falaises ocre et de petits plateaux d'un vert sombre méticuleusement cultivés. Plus de maisons, mais quelquefois des villages troglodytes. Depuis hier, nous avons dévoré les kilomètres et sommes entrés dans la boucle du fleuve Jaune; pendant des heures le train va se faufiler, de canyon en canyon, dans la grande plaine du Loess, berceau de la révolution chinoise. C'est en effet, un an après s'être ébranlée du Kian Si que l'armée rouge atteignait, en octobre 1935, la base révolutionnaire du Cheng Si du Nord, terme de la longue marche de 25.000 lis. C'est alors, dans les grottes du Yenan, là, dans ces lieux que je traverse

CHRONIQUES

dans un confort inconnu des chemins de fer occidentaux, que Mao a pensé, selon l'esprit de Marx et de Lénine, la Chine nouvelle qu'il conduisait déjà vers son destin.

La longue marche, cette aventure grandiose m'obsède. Que n'aurais-je donné pour y participer... Kiang, avec son éternel sourire, est venu partager une tasse de thé. Vaguement, je prends part à une conversation sur la religion, atmosphère un peu surréaliste, en ces lieux et dans ce luxe insolite. Dans un rêve, est-ce mon compagnon de voyage ? Est-ce Kiang qui conclut ? Il me semble entendre parler du taoïsme qui, débarrassé de ses visées spirituelles pourrait bien véhiculer la dialectique marxiste. La dialectique marxiste, terme hélas obligé d'une fascinante épopée.

*

**

Xian, la capitale du Cheng Si; berceau historique de la Chine millénaire, ancienne métropole des dynasties Han et T'Ang, et j'en oublie. De l'autocar qui nous conduit à l'hôtel, je jette un premier regard sur une ville grouillante de monde, d'où les immeubles modernes paraissent absents; au passage, une ancienne citadelle, des remparts, une porte monumentale. L'œil intéressé, mais l'oreille tendue pour écouter les explications de Mme Psao Ming Chou, aimable déléguée locale de l'office du tourisme, plus chinoise que nature dans son bleu de grosse toile. Comment les images peuvent-elles franchir la fente de ses yeux qui paraissent hermétiquement clos ?

«... avant la libération Xian avait..., après la libération Xian a...» Je commence à connaître la méthode; tout exposé sur les réalisations de la Chine aujourd'hui s'articule à partir de ces deux mots, alpha et oméga du système de propagande officiel. «Les idées ne s'expriment que sous la forme de slogans, les statistiques tiennent lieu d'arguments, et les gens n'ont l'air de respirer que pour servir les buts à atteindre» (1). Nos guides connaissent leur métier à la perfection, mais cette mécanique bien huilée finit par exaspérer.

A la périphérie de la ville le car nous dépose à la porte d'un hôtel somptueux dont les 500 chambres annoncées nous paraissent quasiment vides. Vais-je me plaindre que la mariée est trop belle ? Mais je trouve déplacé en ces lieux ce luxe dont je profite dans je ne sais quel but. Pourquoi le Gemin Dagan, l'hôtel du

(1) Tibor Mende :
«La Chine et son ombre».

peuple» ? Mais Fan, mais Kiang, où est-il le peuple dans cette affaire ? Il est sitôt franchies les limites du parc.

Je n'aurais jamais cru cela encore ni possible, ni pensable, tant cette image du «blanc» installé dans le pousse-pousse a fait le tour du monde, symbole s'il en est, de l'asservissement des peuples colonisés. Et pourtant me voilà bien calé à l'arrière d'un cyclo pousse made in Japan - on n'arrête pas le progrès, parti à la découverte de Xian, laissé à la fantaisie de mon Chinois pédalant qui, jarrets tendus, me conduit où bon lui semble. Comment peut-on être Persan, ou pire ? Un martien débarquant à Paris eût-il provoqué pareille curiosité ? A chaque arrêt, c'est l'attroupement stupéfait, le grand cercle silencieux, des centaines de visages étonnés, sur lesquels je ne relève pas la moindre marque d'hostilité, c'est l'étonnement absolu. Aucun de ces jeunes de moins de vingt ans, et ils sont si nombreux, n'a jamais vu d'occidental autrement qu'en photos, et toujours décrit comme étant de la pire espèce; ils en ont un là, sous les yeux, tombé d'on ne sait où, ils ne se dérobent pas à l'objectif ces enfants, le foulard rouge autour du cou. Et je vais par de petites rues bordées d'échoppes; je découvre la ville chinoise traditionnelle avec ravissement. J'espérais tant cela sans y croire; la Chine existe donc encore ! Je mange un bol de soupe dans un petit restaurant de plein air, devant cent bouches ouvertes et deux fois plus d'yeux rieurs, je m'achète un petit violon, un gratouillard, traduit Kiang à mon retour, sous le regard incrédule d'un marchand qui refuse mes yuans. Trois heures d'ivresse, un pourboire que je crois royal - maudit réflexe - à mon pédaleur souriant qui aura tant à dire ce soir à son Comité de quartier, pourboire refusé avec la dernière énergie, refus spontané ou obéissance aux ordres ?

Les richesses historiques de la ville sont extraordinaires d'après les informations reçues. En route donc, dès l'aube pour en découvrir si peu que ce soit, de la tour du Tambour à la tour de la Cloche qui scandaient les heures de la capitale en se partageant celles du matin et celles du soir à l'époque des Ming. Splendeur du musée historique de la province dont je ne retiens, puisqu'il faut faire un choix, qu'une modeste vitrine dans laquelle je contemple un tout petit morceau de papier, le plus ancien papier du monde, plus de 2.000 ans, le papier dont la Chine de Mao fait, semble-t-il, un si grand usage pour l'édification du nouvel homme désaliéné, qu'ils disent !

La ville se surpasse pour nous recevoir, ce soir, après le banquet

CHRONIQUES

offert par la municipalité, l'opéra de la province nous présente une œuvre classique «spécialement mise au programme pour nos amis français». Cette œuvre du XVI^{ème} siècle, «Le messager de l'impératrice», n'a plus été jouée depuis la révolution; quel honneur ! Il s'agit d'une histoire très compliquée dont le sens m'échappe rapidement. Par contre, assis au premier rang, je ne perds rien aux jeux de manches de grandes poupées fardées, aux yeux de porcelaine, en robes vert d'eau, rose vif, sur fond bleu pâle. Cela dure à n'en plus finir, plaintes et glapissements, diapason suraiguë et lorsque l'on croit que l'orgie des sons est parvenue à son paroxysme, cela monte d'un ton, puis d'un autre, la grande kermesse chinoise bat son plein, tout est rouge et or, un éblouissant feu d'artifice de cabrioles et de sauts périlleux, c'est la fin de cet étrange hourvari dont je sors épuisé.

Dans le grand lit de ma suite impériale, l'opéra se prolonge, baroque. Tout se mélange : luxe, pauvreté; avant, après; bol de riz, canard laqué; impérialisme, communisme; l'alternance du Yin et du Yang qui imprègne la pensée chinoise depuis plus de deux millénaires hante les lieux.

*

**



Découverte de l'homme blanc...

SOMMAIRE

EDITORIAL page 3

LE DÉBAT DES IDÉES

– ENTRETIEN AVEC EDGAR MORIN page 4
Philippe Cailleux et Bertrand Renouvin

– «L'ERE DU VIDE» - GILLES LIPOVETSKY page 13
Philippe Cailleux

– «LE JARDIN DE HERDER» - LOUIS DUMONT . page 20
Bertrand Renouvin

ENQUETES

– VOYAGE EN PAUVRETÉ - ANGERS 1984 page 28
Emmanuel Mousset

CHRONIQUES

– PSYCHIATRIE : DES RÉFORMES A RECULONS ? page 51
Julien Betbèze

– HISTOIRE : LES LIBÉRAUX SELON LA CHARTE page 55
C.N.C de Paris

– VOYAGES : CHINE MILLÉNAIRE, page 60
CHINE NOUVELLE Michel Fontaurelle
